



États financiers consolidés  
CORPORATION FIERA CAPITAL

31 décembre 2019 et 2018



# Corporation Fiera Capital

## Table des matières

---

Rapport de l'auditeur indépendant.....	1
États consolidés du résultat net.....	4
États consolidés du résultat global.....	5
États consolidés de la situation financière.....	6
États consolidés des variations des capitaux propres.....	7
Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés.....	9-87

# Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de  
Corporation Fiera Capital

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Corporation Fiera Capital et de ses filiales (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (normes IFRS).

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans ce rapport de gestion, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans ce rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Chantal Leclerc.

*/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*<sup>1</sup>

18 mars 2020  
Montréal, Québec

---

<sup>1</sup>CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique n° A121444

# Corporation Fiera Capital

## États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	2019	2018
	\$	\$
<b>Produits</b>		
Honoraires de gestion	570 256	485 624
Honoraires de performance	34 643	23 102
Quote-part du résultat net de coentreprises et d'entreprises associées (note 8)	6 047	-
Autres revenus (note 13)	46 224	31 559
	<b>657 170</b>	<b>540 285</b>
<b>Charges</b>		
Frais de vente et charges générales et administratives (note 22)	484 397	425 924
Frais des gestionnaires externes	4 084	1 845
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	52 975	44 813
Amortissement des immobilisations corporelles (note 11)	5 207	4 235
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 12)	19 923	-
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts (note 5)	14 539	7 586
Frais d'acquisition	10 292	11 086
	<b>591 417</b>	<b>495 489</b>
Résultat avant les éléments qui suivent	<b>65 753</b>	<b>44 796</b>
(Profit) perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur les placements	(856)	(145)
Perte sur disposition d'actifs et d'immobilisations incorporelles et corporelles	222	82
Intérêts sur les obligations locatives	5 390	-
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières (note 23)	31 841	25 355
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat (note 13)	29 980	24 497
Profit sur la modification de contrats de location et autres (note 12)	(114)	-
Réévaluation du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	1 003	-
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente (note 7)	(699)	191
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(1 014)	(5 184)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 15)	9 692	(429)
<b>Résultat net</b>	<b>(10 706)</b>	<b>(4 755)</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>		
Aux actionnaires de la Société	(13 419)	(5 013)
À la participation ne donnant pas le contrôle	2 713	258
	<b>(10 706)</b>	<b>(4 755)</b>
Résultat par action (note 19)		
De base	(0,14)	(0,05)
Dilué	(0,14)	(0,05)

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

**Corporation Fiera Capital**  
**États consolidés du résultat global**  
 Pour les exercices clos les 31 décembre  
 (en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
	\$	\$
Résultat net	(10 706)	(4 755)
Autres éléments du résultat global :		
Éléments susceptibles d'être reclassés postérieurement dans le résultat net :		
Couvertures de flux de trésorerie (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 811 \$ en 2019 et de 259 \$ en 2018) (note 13)	(5 310)	1 833
Écarts de conversion non réalisés résultant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	(16 486)	22 960
Autres	(61)	
Autres éléments du résultat global	(21 857)	24 793
<b>Résultat global</b>	<b>(32 563)</b>	<b>20 038</b>
<b>Résultat global attribuable :</b>		
Aux actionnaires de la Société	(35 276)	19 780
À la participation ne donnant pas le contrôle	2 713	258
	<b>(32 563)</b>	<b>20 038</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## États consolidés de la situation financière

### Au 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 219	52 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à des restrictions	8 148	1 012
Créances clients et autres débiteurs (note 9)	177 013	148 459
Actifs détenus en vue de la vente (note 7)	–	35 711
Placements (note 13)	2 657	4 857
Charges payées d'avance et autres actifs	16 753	14 943
	<b>300 790</b>	<b>257 448</b>
Actifs non courants		
Goodwill (note 10)	687 899	631 699
Immobilisations incorporelles (note 10)	516 880	529 062
Immobilisations corporelles (note 11)	29 343	16 499
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 12)	123 392	
Instruments financiers dérivés (note 13)	537	5 366
Impôt sur le résultat différé (note 15)	23 559	20 093
Placements à long terme (note 13)	5 743	–
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées (note 8)	11 035	–
Autres actifs non courants (note 13)	7 714	440
	<b>1 706 892</b>	<b>1 460 607</b>
<b>Passifs</b>		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (note 14)	207 447	144 059
Partie courante des obligations au titre du prix d'achat (note 13)	36 642	32 487
Partie courante des obligations locatives (note 12)	16 631	–
Provisions de restructuration (note 5)	3 159	2 289
Instruments financiers dérivés (note 13)	3 540	1 672
Partie courante de la dette à long terme (note 16)	–	388
Sommes dues à des parties liées (note 13)	1 512	2 599
Dépôts-clients et produits différés	1 761	727
Sommes dues à des porteurs de parts remboursables (note 7)	–	5 394
Impôt sur le résultat différé sur les actifs détenus en vue de la vente	–	704
	<b>270 692</b>	<b>190 319</b>
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 16)	446 699	421 139
Dette convertible (note 17)	185 793	79 008
Obligations locatives (note 12)	129 228	–
Instruments financiers dérivés (note 13)	3 561	1 560
Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur (notes 4 et 13)	13 997	–
Obligations au titre du prix d'achat (note 13)	90 732	98 221
Provisions de restructuration à long terme (note 5)	225	715
Passifs fondés sur des actions réglés en trésorerie (note 20)	60	10 470
Obligations différées liées à des contrats de location	–	3 955
Incatifs à la location	–	4 335
Impôt sur le résultat différé (note 15)	14 041	12 489
Autres passifs non courants (note 13)	8 028	4 670
	<b>1 163 056</b>	<b>826 881</b>
<b>Capitaux propres attribuables :</b>		
Aux actionnaires de la Société	542 811	632 958
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 025	768
	<b>543 836</b>	<b>633 726</b>
	<b>1 706 892</b>	<b>1 460 607</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

#### Approuvé par le conseil d'administration

/s/ Jean-Guy Desjardins

Jean-Guy Desjardins, administrateur

/s/ Raymond Laurin

Raymond Laurin, administrateur



# Corporation Fiera Capital

## États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 31 décembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital social	Actions assujetties à des restrictions et devant être émises progressivement	Surplus d'apport	Composante capitaux propres des débetures convertibles	Résultats non distribués (déficit)	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2017		691 586	(860)	18 660	3 330	(133 195)	13 024	592 545	(534)	592 011
Changement de méthode comptable – incidence de l'IFRS 9		–	–	–	–	161	(161)	–	–	–
Résultat net		–	–	–	–	(5 013)	–	(5 013)	258	(4 755)
Autres éléments du résultat global		–	–	–	–	–	24 793	24 793	–	24 793
Résultat global		–	–	–	–	(5 013)	24 793	19 780	258	20 038
Charge de rémunération fondée sur des actions	20, 22	–	–	10 813	–	–	–	10 813	–	10 813
Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées	18	9 072	–	(5 164)	–	–	–	3 908	–	3 908
Actions assujetties à des restrictions devenues acquises		–	821	(821)	–	–	–	–	–	–
Ajustements des coûts de transaction sur des actions émises précédemment	18	192	–	–	9	–	–	201	–	201
Options sur actions exercées	18	4 172	–	(1 013)	–	–	–	3 159	–	3 159
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	4	66 708	–	–	–	–	–	66 708	–	66 708
Variation nette de la participation ne donnant pas le contrôle		–	–	–	–	–	–	–	1 044	1 044
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	4, 18	4 076	5 501	–	–	–	–	9 577	–	9 577
Annulation d'actions	18	(191)	39	–	–	–	–	(152)	–	(152)
Dividendes	18	–	–	–	–	(73 581)	–	(73 581)	–	(73 581)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>		<b>775 615</b>	<b>5 501</b>	<b>22 475</b>	<b>3 339</b>	<b>(211 628)</b>	<b>37 656</b>	<b>632 958</b>	<b>768</b>	<b>633 726</b>
Résultat net		–	–	–	–	(13 419)	–	(13 419)	2 713	(10 706)
Autres éléments du résultat global		–	–	–	–	–	(21 857)	(21 857)	–	(21 857)
Résultat global		–	–	–	–	(13 419)	(21 857)	(35 276)	2 713	(32 563)
Charge de rémunération fondée sur des actions	20, 22	–	–	10 242	–	–	–	10 242	–	10 242
Impôt différé sur la charge de rémunération fondée sur des actions	15	–	–	2 048	–	–	–	2 048	–	2 048
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	4, 18	35 313	–	–	–	–	–	35 313	–	35 313
Participation ne donnant pas le contrôle acquis dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	4	–	–	–	–	–	–	–	179	179
Disposition d'une participation ne donnant pas le contrôle		–	–	–	–	–	–	–	(179)	(179)
Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées	18	10 710	–	(7 266)	–	–	–	3 444	–	3 444
Options sur actions exercées	18	1 241	–	(238)	–	–	–	1 003	–	1 003
Conversion d'actions devant être émises progressivement	18	5 501	(5 501)	–	–	–	–	–	–	–
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	4, 18	5 532	–	–	–	–	–	5 532	–	5 532
Dividendes	18	–	–	–	–	(83 732)	–	(83 732)	(2 456)	(86 188)
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD	18	339	–	–	–	–	–	339	–	339
Rachat d'actions et annulation	18	(23 742)	–	(5 318)	–	–	–	(29 060)	–	(29 060)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>		<b>810 509</b>	<b>–</b>	<b>21 943</b>	<b>3 339</b>	<b>(308 779)</b>	<b>15 799</b>	<b>542 811</b>	<b>1 025</b>	<b>543 836</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## Tableaux consolidés des flux de trésorerie

### Pour les exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2019	2018
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	(10 706)	(4 755)
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation	78 105	49 048
Amortissement des frais différés	436	390
Perte sur disposition d'actifs	11	82
(Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres	(114)	-
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	30 983	24 497
Incitatifs à la location et obligations différées liées à des contrats de location	-	(1 223)
Charge de rémunération fondée sur des actions (note 22)	10 242	10 813
Charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie (note 22)	14 022	14 155
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	380	(2 984)
Intérêts sur les obligations locatives	5 390	-
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	31 841	25 355
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	9 692	(429)
Impôt sur le résultat payé	(17 756)	(7 916)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(699)	191
(Profits) pertes réalisé(e)s et non réalisé(e)s sur des instruments financiers	(856)	674
(Profits) pertes réalisé(e)s et non réalisé(e)s sur les placements	(2 201)	(231)
Quote-part du résultat net de coentreprises et d'entreprises associées (note 8)	(6 047)	-
Autres passifs non courants	(8 917)	1 550
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation (note 24)	15 993	(2 923)
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>149 799</b>	<b>106 294</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Regroupements d'entreprises (note 4)	(64 147)	(53 706)
Disposition d'actifs	33 931	-
Règlement d'obligations et d'ajustements au titre du prix d'achat	(28 838)	(25 107)
Placements, montant net	4 470	(17 969)
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées (note 8)	(3 616)	-
Distributions reçues des coentreprises et des entreprises associées	9 161	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 049)	(2 512)
Achat ou acquisition d'immobilisations incorporelles	(15 008)	(11 297)
Frais différés et autres	(5 155)	(141)
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à des restrictions	(7 246)	(13)
<b>Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(92 497)</b>	<b>(110 745)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	(2 688)	(1 333)
Dividendes payés	(85 850)	(73 581)
Remboursement d'obligations locatives	(10 407)	-
Émission de capital social, déduction faite des frais d'émission de 16 \$ (7 \$ en 2018)	987	3 151
Rachat d'actions et annulation	(29 060)	-
Apport (acquisition) d'une participation ne donnant pas le contrôle	-	1 044
Dette à long terme, montant net	49 005	109 261
Émission de débentures, déduction faite des coûts de transaction de 5 007 \$	104 993	-
Intérêts payés sur la dette à long terme	(25 042)	(20 890)
Règlement d'instruments financiers dérivés	(7 845)	654
Charges de financement	(1 320)	(1 495)
<b>Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement</b>	<b>(7 227)</b>	<b>16 811</b>
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	50 075	12 360
Incidences des fluctuations des cours de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(6 322)	(973)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	52 466	41 079
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>96 219</b>	<b>52 466</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 1. Description de l'entreprise

Corporation Fiera Capital (« Fiera Capital » ou la « Société ») a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limitée en 1955 en vertu des lois de la province de l'Ontario. La Société est une entreprise internationale de gestion de placements qui propose un large éventail de stratégies de placement traditionnelles et alternatives ainsi qu'une expertise approfondie en matière de répartition de l'actif. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs individuels.

Le siège social de la Société est situé au 1981, avenue McGill College, bureau 1500, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

Le 18 mars 2020, le conseil d'administration de la Société a approuvé les états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS

#### Conformité aux IFRS

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Les méthodes appliquées aux fins des présents états financiers consolidés sont fondées sur les IFRS qui avaient été publiées et qui étaient en vigueur au 31 décembre 2019.

L'établissement d'états financiers conformément aux IFRS nécessite le recours à certaines estimations comptables d'importance critique et exige également que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les questions qui mettent en jeu une plus grande part de subjectivité, qui comportent un degré plus élevé de complexité ou à l'égard desquelles les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentées à la note 3.

La Société a établi et présente les présents états financiers consolidés en dollars canadiens.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

## 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

### Adoption de nouvelles IFRS

#### IFRS 16, Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique des contrats de location au bilan par les preneurs. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation à l'état consolidé de la situation financière qui, pour la plupart, représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

La Société a appliqué l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information comparative présentée en 2018 n'a pas été retraitée et elle est présentée comme elle l'était antérieurement, selon l'IAS 17, *Contrats de location, et les interprétations connexes*. Les détails concernant les changements de méthodes comptables sont présentés ci-après.

#### Définition d'un contrat de location

À titre de preneur, la Société classait auparavant les contrats de location soit en tant que contrat de location simple, soit en tant que contrat de location-financement, selon son évaluation du fait que le contrat de location transférait la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Aux termes de l'IFRS 16, un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour une période moyennant une contrepartie.

#### Transition

Au moment de la transition à l'IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification afin de maintenir l'évaluation des transactions qui sont des contrats de location et elle a appliqué l'IFRS 16 uniquement aux contrats qui avaient été précédemment identifiés comme étant des contrats de location aux termes de l'IAS 17. Pour les contrats de location qui étaient classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des versements de loyer restants au taux d'emprunt marginal de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués selon un montant équivalent à l'obligation locative, ajusté selon les paiements locatifs payés d'avance ou à payer.

La Société a utilisé les mesures de simplification qui suivent lors de l'application de l'IFRS 16 aux contrats de location qui étaient classés auparavant en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17.

- Exclure les coûts directs initiaux dans l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date d'application initiale.
- Ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.
- S'appuyer sur des évaluations antérieures pour savoir si un contrat de location est un contrat déficitaire.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

La Société n'a pas choisi d'utiliser l'exemption qui lui permet d'exclure les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives dont la durée du contrat est inférieure à 12 mois à la date de transition.

Les incidences de la transition à l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont résumées dans le tableau ci-après.

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
	\$
<b>Obligations locatives</b>	125 055
Renversement des incitatifs à la location	(4 335)
Renversement des obligations différées liées à des contrats de location	(3 955)
Renversement des actifs et passifs courus au titre des contrats de location	503
<b>Actifs au titre de droits d'utilisation</b>	117 268

Pour les contrats de location qui étaient classés précédemment en tant que contrats de location simple, la Société a actualisé les paiements contractuels selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,34 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
	\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 décembre 2018 présentés dans les états financiers consolidés de la Société	100 967
Loyers additionnels et incitatifs à la location	42 481
Exemption relative à la comptabilisation de contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(78)
Montant reclassé depuis les autres engagements vers les engagements découlant de contrats de location	19 303
Montant actualisé selon les taux d'emprunt marginaux au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	(37 618)
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>125 055</b>
Classées comme :	
Loyers à recevoir courants	(8 466)
Obligations locatives courantes	14 863
Obligations locatives non courantes	118 658
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>125 055</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

## 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

### IFRS modifiées, interprétations et modifications

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers consolidés.

#### IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances.

#### Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2015–2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues du cycle 2015–2017. Les prises de position comprennent des modifications de quatre IFRS découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

### Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre d'interprétations et de modifications aux normes existantes ont été publiées par l'IASB Interpretations Committee (l'« IFRIC ») et sont obligatoires, mais ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés. La Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes et interprétations sur ses états financiers consolidés qui, cependant, ne devraient pas avoir d'incidence significative sur la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

Modifications aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des modifications à l'égard de certaines dispositions sur la comptabilité de couverture de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilité et évaluation*, ainsi que la norme connexe portant sur les informations à fournir, soit l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, en lien avec la phase 1 du projet de réforme des TIO et son incidence sur l'information financière. Les modifications sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elles traitent des questions touchant la présentation de l'information financière dans la période qui précède la réforme des TIO. Ces modifications sont obligatoires et s'appliquent à toutes les relations de couverture touchées directement par les incertitudes inhérentes à la réforme des TIO. Les modifications touchent certaines dispositions précises en matière de comptabilité de couverture et visent à fournir une mesure d'allègement à l'égard des répercussions potentielles des incertitudes entourant la réforme des TIO, soit ce qui suit :

- l'exigence de « haute probabilité »;
- les appréciations prospectives;
- les appréciations rétrospectives (pour l'IAS 39);
- la possibilité de désigner des composantes de risque.

Définition d'une entreprise (Modifications d'IFRS 3)

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié les modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, qui visent à préciser si une transaction constitue une acquisition d'actif ou un regroupement d'entreprises. Les modifications s'appliquent aux entreprises acquises au cours des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. En vertu des modifications, une entité a le choix d'appliquer un test de concentration qui simplifie l'appréciation à porter et qui entraîne une acquisition d'actifs si la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif brut se concentre dans un actif identifiable unique ou un groupe unique d'actifs identifiables similaires. Si une entité choisit de ne pas appliquer le test de concentration, ou que le test est un échec, l'appréciation doit alors porter sur l'existence du caractère substantiel d'un processus.

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations

#### Principales méthodes comptables

Cette note présente une liste des principales méthodes comptables adoptées dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés.

#### Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf dans le cas des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (y compris les dérivés) et des participations dans des coentreprises et des entreprises associées évaluées selon la méthode de la mise en équivalence.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Consolidation

Les états financiers consolidés de la Société comprennent ses comptes et ceux de ses filiales (y compris les entités structurées), ainsi que sa quote-part des participations dans des coentreprises et des entreprises associées. Les transactions et les soldes intersociétés avec les filiales sont tous éliminés à la consolidation.

Les filiales (y compris les entités structurées) sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres de filiales sont présentées séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, à la date d'acquisition d'entreprise afin de s'assurer qu'elles sont cohérentes avec celles adoptées par la Société.

#### Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à la juste valeur, sauf s'il s'agit d'actifs ou de passifs d'impôt différé, lesquels sont comptabilisés et évalués conformément à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les variations subséquentes des justes valeurs sont portées en ajustement du coût d'acquisition si elles constituent un ajustement effectué au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation est la période se situant entre la date d'acquisition et celle à laquelle toutes les informations importantes requises pour déterminer la juste valeur sont disponibles, et elle ne peut excéder douze mois. Toutes les autres variations subséquentes sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. La détermination de la juste valeur nécessite des estimations concernant les actifs acquis et les passifs repris, notamment les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et la contrepartie conditionnelle. La contrepartie conditionnelle qui est classée comme un passif financier évalué à la juste valeur par le biais du résultat net est réévaluée chaque date de clôture subséquente, et le profit ou la perte correspondant est comptabilisé dans les états du résultat net.

Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si, après la réévaluation, les montants nets des actifs identifiables acquis et des passifs repris excèdent la somme de la contrepartie transférée, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net à titre de profit sur une acquisition à des conditions avantageuses.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Participations dans des coentreprises et des entreprises associées

Une coentreprise est un type de partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les participations de la Société dans des coentreprises et des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Elles sont initialement comptabilisées au coût. Après la date d'acquisition, la quote-part du résultat net d'une coentreprise et d'une entreprise associée de la Société est constatée dans les états consolidés du résultat net. Les variations cumulatives postérieures à l'acquisition sont portées en ajustement de la valeur comptable de la participation.

Les méthodes comptables des coentreprises et des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, à la date d'acquisition afin de s'assurer qu'elles sont cohérentes avec celles adoptées par la Société.

La Société évalue, chaque fin d'exercice, s'il existe des preuves objectives que ses participations dans des coentreprises et des entreprises associées se sont dépréciées. Si tel est le cas, la valeur comptable des participations est ramenée à la valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité), et la perte de valeur est imputée aux états consolidés du résultat net. Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les pertes de valeur font l'objet d'une reprise dans des exercices ultérieurs si la valeur recouvrable des participations augmente par la suite et si cette augmentation peut être objectivement liée à un événement survenu après la constatation de la perte de valeur.

#### Conversion des monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les cours de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement de telles transactions et de la conversion, aux cours de change à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés aux états consolidés du résultat net. Les profits ou pertes de change sont différés et portés aux capitaux propres s'ils se rapportent à des couvertures admissibles de flux de trésorerie et à des couvertures admissibles de placements nets ou s'ils sont attribuables à une partie du placement net dans un établissement à l'étranger. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en utilisant les cours de change en vigueur à la date de leur comptabilisation initiale.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger, ce qui inclut le goodwill et les ajustements de la juste valeur par suite de l'acquisition, sont convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges de ces établissements sont convertis aux cours de change prévalant à la date des transactions.

Les profits ou pertes de change liés aux établissements à l'étranger sont pris en compte dans les autres éléments du résultat global et sont reclassés dans le résultat net au moment de la cession intégrale ou partielle de la participation dans un établissement à l'étranger.

#### **Instruments financiers dérivés**

La Société recourt à des instruments financiers dérivés, dont des contrats de swap de taux d'intérêt et de devises et des contrats de change à terme, afin de gérer son exposition aux risques de change, de taux d'intérêt et de marché découlant des activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Les instruments financiers dérivés sont utilisés uniquement à des fins de couverture économique et non à titre d'instruments spéculatifs.

La Société désigne certains instruments dérivés à titre de couverture de la juste valeur, de flux de trésorerie ou d'investissement net. Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, la Société documente, dès l'origine de la transaction de couverture, la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que son objectif de gestion des risques et sa stratégie pour conclure les diverses transactions de couverture. La Société documente également, dès l'origine et de façon continue, son évaluation à savoir si les dérivés utilisés comme transactions de couverture ont été et continueront d'être hautement efficaces pour compenser les variations de justes valeurs et de flux de trésorerie des éléments couverts.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion du contrat dérivé et sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur à la clôture de chaque période de présentation. La comptabilisation des modifications ultérieures de la juste valeur dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture, et si c'est le cas, de la nature de l'élément couvert. Pour les dérivés désignés comme instrument de négociation, le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est immédiatement comptabilisé en résultat net.

Pour les dérivés désignés comme instruments de couverture, la partie des modifications de la juste valeur des dérivés qui remplissent les conditions requises pour la comptabilité de couverture qui constitue une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et les réserves cumulées dans les capitaux propres. La partie inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat net.

Si un instrument de couverture arrive à expiration ou encore est vendu ou résilié, ou si la couverture ne satisfait plus aux critères de comptabilité de couverture, le profit ou la perte cumulé qui a été comptabilisé alors dans les capitaux propres est maintenu dans les capitaux propres et est comptabilisé lorsque la transaction est inscrite en définitive en résultat net.

Les dérivés sont classés comme courants lorsque la durée de vie résiduelle du contrat est inférieure à 12 mois.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les coûts de transaction engagés au titre des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de négociation ou de couverture sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés.

#### Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés lorsque ou à mesure que les obligations de prestation sont remplies et que le contrôle des services est transféré à la Société. Le moment de la comptabilisation des produits dépend du transfert du contrôle, lequel se déroule progressivement ou à un moment précis.

Les honoraires de gestion sont soit calculés et facturés mensuellement ou trimestriellement en fonction de la moyenne quotidienne des actifs sous gestion (« ASG »), soit facturés trimestriellement à terme échu selon la valeur des actifs sous gestion à la clôture du trimestre civil ou du mois ou selon la moyenne du solde des ASG à l'ouverture et à la clôture du trimestre.

Les honoraires de performance sont comptabilisés lorsque le montant à recevoir est connu et qu'il est très probable que les produits comptabilisés ne donneront pas lieu à une reprise ultérieure des produits comptabilisés jusqu'à la date considérée, ce qui peut se présenter plus rapidement que les dates d'évaluation du rendement indiquées dans les ententes relatives aux comptes individuels et peut dépendre de la réalisation, pour le compte, d'une performance supérieure à des cibles qui ont été convenues pour la période concernée.

#### Autres revenus

Les autres revenus sont surtout composés des frais de courtage, des frais de consultation, de la planification fiscale et des profits et des pertes non réalisés et réalisés sur les contrats de change à terme.

#### Produits différés

Les paiements anticipés reçus pour des services à fournir à des parties externes sont constatés à leur réception en tant que produits différés et sont inscrits dans la période durant laquelle les services connexes sont fournis.

#### Avantages du personnel

##### *Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi*

Certains employés de la Société ont des droits en vertu des régimes à cotisations définies. Le coût des régimes de retraite à cotisations définies est passé en charges au fur et à mesure que ces employés gagnent les droits à ces cotisations.

##### *Régimes de primes*

La Société comptabilise une provision et une charge au titre des primes dès qu'elle est contractuellement tenue de faire un paiement à cet égard ou qu'une pratique antérieure a créé une obligation implicite.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Rémunération fondée sur des actions*

La juste valeur des paiements fondés sur des actions est évaluée conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les paiements fondés sur des actions réglés en capitaux propres sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution lorsque les paiements fondés sur des actions réglés en capitaux propres sont passés en charges selon les dates d'acquisition en bloc ou d'acquisition graduelle, et selon les régimes individuels, sur la période d'acquisition des droits, en fonction de l'estimation faite par la Société des instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante étant comptabilisée dans le surplus d'apport.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, un passif est comptabilisé à la date d'attribution et est réévalué chaque période de clôture jusqu'à ce que le passif soit réglé, les changements de la juste valeur étant comptabilisés dans le résultat net.

#### *Options sur actions*

La charge de rémunération fondée sur des actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Conformément à cette méthode, la charge de rémunération relative à chaque tranche est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes et elle est constatée à titre de rémunération fondée sur des actions sur la période d'acquisition des droits, un montant équivalent compensatoire étant comptabilisé dans le surplus d'apport.

La période d'acquisition correspond à la période pendant laquelle toutes les conditions d'acquisition prévues doivent être remplies. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie versée par les employés est portée au capital social et la juste valeur des options qui a été constatée est retranchée du surplus d'apport et portée elle aussi au capital social.

#### *Régime d'unités d'actions différées*

Le régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») est comptabilisé à titre de passif lié aux paiements fondés sur des actions, étant donné que les paiements seront effectués en trésorerie au moment où un participant cesse d'être un administrateur. La charge liée à l'attribution d'unités d'actions différées (« UAD ») a été constatée lorsque les unités d'actions différées ont été émises. Les variations de la juste valeur des UAD émises précédemment que causent les fluctuations du prix des actions de catégorie A de la Société sont constatées dans les états consolidés du résultat net.

Le passif lié à ce régime est classé comme un élément courant et comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer. Le passif est décomptabilisé lorsque les UAD sont réglées.

Des équivalents de dividendes sous la forme d'UAD additionnelles sont crédités au compte du participant au régime d'UAD à chaque date de versement d'un dividende, le cas échéant, lorsque des dividendes sont versés sur les actions de catégorie A.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions*

Le régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (le « régime d'UAR ») est comptabilisé à titre de passif lié aux paiements fondés sur des actions étant donné qu'une partie des UAR peut être réglée en trésorerie, au gré de la Société. Le passif est réévalué chaque période de présentation de l'information selon le cours de clôture des actions de catégorie A à la TSX et est réévalué jusqu'à la date du règlement. La juste valeur des unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR ») est établie chaque date de clôture et la charge est comptabilisée sur la période restante d'acquisition des droits selon le mode linéaire. Lorsque la Société a l'intention de régler une attribution en actions, la juste valeur est alors établie à la date d'attribution et ne fera pas l'objet d'une réévaluation.

Des équivalents de dividendes sous la forme d'UAR additionnelles sont crédités à un compte du participant au régime d'UAR à chaque date de versement d'un dividende, le cas échéant, lorsque des dividendes sont versés sur les actions de catégorie A.

#### *Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions – Trésorerie*

Le régime est comptabilisé à titre de passif lié aux paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie étant donné que les paiements seront effectués en trésorerie. Le passif est réévalué à chaque période de présentation de l'information selon le cours de clôture des actions de catégorie A à la TSX et est réévalué jusqu'à la date du règlement. La charge est comptabilisée selon le mode linéaire sur la période d'acquisition restante des droits.

Des équivalents de dividendes sous la forme d'UAR additionnelles sont crédités au compte du participant au régime d'UAR en trésorerie à chaque date de versement d'un dividende, le cas échéant, lorsque des dividendes sont versés sur les actions de catégorie A.

#### *Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») et d'unités assorties de droits à la plus-value (« UADPV ») applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »)*

Aux termes de ce régime, la Société attribue des UALR et des UADPV à une valeur calculée en fonction de la valeur d'une unité d'exploitation précise plutôt qu'en fonction du cours des actions de catégorie A de la Société.

Au moment de l'attribution de tout régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ou de tout régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, la Société établit i) la valeur d'attribution, ii) le nombre d'UALR et d'UADPV attribuées, iii) la valeur de chaque UALR ou UADPV attribuée, iv) la formule utilisée pour calculer la valeur de l'unité d'exploitation pertinente, v) les modalités d'acquisition des droits et vi) la ou les dates d'acquisition applicables.

La juste valeur des instruments réglés en titres de capitaux propres est évaluée à la date d'attribution, soit la date à laquelle le conseil d'administration approuve le régime ou lorsque la Société et le participant conviennent d'une entente de rémunération fondée sur des actions, et la Société et le participant doivent avoir une compréhension partagée des modalités de cette entente. La Société comptabilise une charge de rémunération, au prorata, sur la période d'acquisition des droits.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les modalités de règlement sont déterminées pour chaque attribution. Ces modalités peuvent comprendre le paiement soit de la totalité, soit d'une partie de la valeur des UALR et des UADPV dont les droits sont acquis au moyen d'actions de catégorie A ou en trésorerie, au gré de la Société. L'intention de la Société concernant la méthode de règlement détermine si un régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie ou en capitaux propres. Lorsque l'obligation de paiement est réglée au moyen de la remise d'actions, la Société détermine le nombre total d'actions de catégorie A à émettre selon la valeur totale à la date du règlement divisé par le cours moyen pondéré en fonction du volume défini dans le régime.

La charge de rémunération est comptabilisée selon les dates d'acquisition en bloc ou d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits seulement lorsqu'il est probable que les cibles de rendement seront atteintes. L'atteinte des conditions liées au rendement et le nombre estimé d'unités dont les droits devraient être acquis sont analysés à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

#### *Régime d'UALR*

Aux termes du régime d'UALR, la Société attribue des UALR à une valeur calculée en fonction du cours des actions de catégorie A de la Société.

Au moment de l'attribution de tout régime d'UALR, la Société établit i) la valeur d'attribution, ii) le nombre d'UALR attribuées, iii) la valeur de chaque UALR attribuée, iv) les modalités d'acquisition des droits de l'UALR et v) la ou les dates d'acquisition applicables.

La juste valeur des titres de capitaux propres est évaluée à la date d'attribution, soit la date à laquelle la Société et le participant conviennent d'une entente de rémunération fondée sur des actions, et la Société et le participant doivent avoir une compréhension partagée des modalités de cette entente. Pour les régimes d'UALR comptabilisés comme des régimes réglés en trésorerie, le passif est évalué à chaque période de présentation de l'information selon le cours de clôture des actions de catégorie A à la TSX et est réévalué jusqu'à la date du règlement.

Les modalités de règlement sont déterminées pour chaque attribution. Ces modalités peuvent comprendre le paiement soit de la totalité, soit d'une partie de la valeur des UALR dont les droits sont acquis au moyen d'actions de catégorie A ou en trésorerie. L'intention de la Société concernant la méthode de règlement détermine si un régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie ou en capitaux propres. Lorsque l'obligation de paiement est réglée au moyen de la remise d'actions, la Société détermine le nombre total d'actions de catégorie A à émettre selon la valeur totale à la date du règlement divisé par le cours moyen pondéré en fonction du volume défini dans le régime.

La charge de rémunération des UALR est comptabilisée selon les dates d'acquisition en bloc ou d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits seulement lorsqu'il est probable que les cibles de rendement seront atteintes. L'atteinte des conditions liées au rendement et le nombre estimé d'UALR dont les droits devraient être acquis sont analysés à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Des équivalents de dividendes sous la forme d'UALR additionnelles sont crédités au compte du participant au régime d'UALR à chaque date de versement d'un dividende, le cas échéant, lorsque des dividendes sont versés sur les actions de catégorie A.

#### Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte de renseignements, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques liées aux regroupements d'entreprises conclus ou envisagés. Ces charges se composent essentiellement de frais juridiques et des honoraires de conseillers et de spécialistes.

#### Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et d'actions devant être émises progressivement au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation en présumant la conversion de la totalité des attributions à base d'actions dilutives. Le nombre d'actions inclus à l'égard des options et autres instruments semblables est établi au moyen de la méthode du rachat d'actions et seul l'élément représentant la prime de l'émission est pris en compte dans le résultat dilué par action. Cet élément correspond à la différence entre le nombre d'actions ordinaires qui seraient émises au prix d'exercice et le nombre d'actions ordinaires qui l'auraient été au cours moyen par action. Les actions potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions, les UAR, les UALR et les UADPV applicables aux unités d'exploitation, les UALR et la contrepartie éventuelle du prix d'achat payable en actions pour laquelle la Société prévoit émettre des actions en fonction de l'atteinte d'objectifs précisés dans le contrat d'acquisition, les nouvelles actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et les débentures convertibles. Le résultat dilué par action est calculé de façon similaire au résultat de base par action, si ce dernier est négatif.

#### Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. Les achats et ventes réguliers d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Classement

Lors de la comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Les actifs financiers doivent être classés ultérieurement comme évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, au coût amorti, ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société établit le classement en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers et du modèle économique de gestion des actifs financiers qu'elle utilise pour gérer ces actifs financiers. Lors de la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés ultérieurement comme évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### *Actifs financiers au coût amorti*

Un actif financier est évalué au coût amorti si ses modalités contractuelles donnent lieu à des dates précises pour les flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû, si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs à des fins de perception de flux de trésorerie contractuels et que l'actif n'a pas été désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments détenus par la Société et classés dans cette catégorie sont certains titres et obligations, lesquels sont classés dans les placements ainsi que les instruments financiers dérivés dans l'état consolidé de la situation financière.

Les instruments financiers de cette catégorie sont évalués initialement et subséquemment à leur juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction sont passés en charges aux états consolidés du résultat net au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur sont présentés dans les états consolidés du résultat net dans la période où ils se produisent. Les dividendes sur les actifs financiers par le biais du résultat net sont comptabilisés aux états consolidés du résultat net lorsque le droit de la Société de recevoir des dividendes est établi.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés dans les actifs courants, sauf dans le cas de la partie qui devrait être réalisée ou réglée au-delà de douze mois à compter de la date de l'état consolidé de la situation financière, partie qui est alors présentée comme un élément non courant.

#### *Passifs financiers au coût amorti*

Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### *Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les montants qui peuvent être payables aux termes de droits de vente souscrits ou d'obligations au titre du prix d'achat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ultérieurement réévalués à la juste valeur chaque date de clôture.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts détenus auprès d'institutions financières, d'autres placements à court terme hautement liquides ayant des échéances initiales d'au plus trois mois et qui peuvent être convertis rapidement en des montants connus de trésorerie, et les découverts bancaires.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à des restrictions

La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions se composent de dépôts-clients reçus suivant le règlement d'un recours collectif en faveur de certains clients pour lesquels la Société a agi à titre de mandataire, de trésorerie détenue dans un compte distinct, relativement à des dispositions visant des contrats de location, ainsi que de trésorerie faisant l'objet de restrictions réglementaires et qui n'est, par conséquent, pas disponible pour une utilisation générale.

#### Placements

Les placements dans des parts de fonds communs de placement, de fonds en gestion commune et de société en commandite sont inscrits à la valeur liquidative présentée par le gestionnaire de fonds. Les placements dans d'autres titres et obligations sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière selon le cours acheteur à la date de clôture.

#### Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou groupes destinés à être cédés comprenant des actifs et des passifs, sont classés comme étant détenus en vue de la vente s'il y a une forte probabilité qu'ils seront recouvrés principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue.

Ces actifs, ou groupes destinés à être cédés, sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Toute perte de valeur sur un groupe destiné à être cédé est d'abord affectée au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable. Aucune perte de valeur n'est toutefois affectée aux actifs financiers et aux actifs d'impôt différé, lesquels continuent d'être évalués conformément aux méthodes comptables de la Société. Toute perte de valeur au moment du classement initial des actifs comme détenus en vue de la vente ainsi que tout profit ou perte ultérieur au moment de la réévaluation sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net au moment de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente.

Une fois qu'ils ont été classés comme étant détenus en vue de la vente, les immobilisations incorporelles et corporelles ne sont plus amorties.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sur la juste valeur de la quote-part revenant à la Société des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an et est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

#### Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, telles que les contrats de gestion d'actifs conclus avec des fonds de placement, sont comptabilisées au coût historique. Les coûts de transaction, comme les honoraires professionnels, sont inscrits à l'actif lorsqu'ils sont directement attribuables à la préparation des immobilisations incorporelles en vue de leur utilisation prévue. La Société s'attend à la fois à ce que le renouvellement de ces contrats et les flux de trésorerie qu'ils génèrent se poursuivent indéfiniment. En conséquence, la Société n'amortit pas ces immobilisations incorporelles, mais les soumet à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elles pourraient s'être dépréciées.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont comptabilisées au coût historique, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition. Les autres immobilisations incorporelles se composent des noms commerciaux, des logiciels et des ententes de non-concurrence.

Les durées d'utilité attendues des relations clients à durée de vie déterminée et des contrats de gestion d'actifs sont analysées chaque année et établies sur la base de l'analyse des taux d'attrition de clients passés et projetés et d'autres facteurs qui peuvent influencer sur les avantages économiques futurs prévus que la Société tirera des relations avec sa clientèle ou de ses contrats de gestion.

Les frais de développement des immobilisations incorporelles générées en interne sont inscrits à l'actif lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- La faisabilité technique peut être démontrée.
- La direction a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service.
- La direction peut démontrer la capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle.
- Il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.
- La Société peut démontrer la disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement et mettre en service l'immobilisation incorporelle.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation peuvent être évaluées de façon fiable.

Le montant initial comptabilisé au titre des immobilisations incorporelles générées en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle générée en interne ne peut être comptabilisée, les frais de développement sont passés en charges dans les états consolidés du résultat net au cours de la période où ils sont engagés.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

L'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée est basé sur leur durée d'utilité estimée selon le mode linéaire et sur les périodes suivantes :

Contrats de gestion d'actifs	De 6 à 10 ans
Relations clients	De 5 à 20 ans
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 8 ans

#### Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Au début d'un contrat ou à la date de réévaluation d'un contrat qui contient une composante locative, la Société répartit la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives et non locatives sur la base de leur prix distinct relatif. En ce qui a trait aux bureaux pour lesquels la Société est un preneur, une décision a été prise à l'effet de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives, mais plutôt de comptabiliser les composantes locatives et non locatives comme une seule composante, de nature locative.

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, ce qui comprend le montant initial de l'obligation locative ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci, moins les incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite évalué au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte de certains ajustements des réévaluations de l'obligation locative, comme il est décrit ci-après. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location ou la durée utile de l'actif, selon le moins élevé des deux.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des futurs versements de loyer au taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, la Société utilise son taux d'emprunt marginal en tant que taux d'actualisation. La Société calcule son taux d'emprunt marginal en obtenant des taux d'intérêt de diverses sources de financement externes et procède à certains ajustements afin de refléter la durée du bail et le type d'actif loué.

Les paiements locatifs pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent les paiements suivants :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début;
- les sommes devant être payées au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si la Société a la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que la Société a la certitude raisonnable qu'elle ne résiliera pas le contrat de manière anticipée.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

L'obligation locative est ensuite augmentée par la charge de désactualisation au titre des intérêts et diminuée par les paiements de loyers. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux, un changement dans l'estimation du montant prévu à payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou, le cas échéant, des changements dans l'évaluation, à savoir s'il y a une certitude raisonnable qu'une option d'achat ou de renouvellement sera exercée ou si une certitude raisonnable que l'option de résiliation ne sera pas exercée.

La Société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Elle n'a pas choisi d'utiliser l'exemption qui lui permet d'exclure les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives dont la durée du contrat est inférieure à 12 mois. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers associés à ces contrats selon une base linéaire sur la durée du contrat.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet élément iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsqu'il a été remplacé. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges aux états consolidés du résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les périodes suivantes :

Mobilier et matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	La plus courte entre la durée du bail et la durée d'utilité

Les valeurs résiduelles, les modes d'amortissement et les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revus annuellement et ajustés au besoin. Les profits et pertes sur les cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit tiré de leur cession à la valeur comptable de l'actif et sont inscrits aux états consolidés du résultat net.

#### Frais différés

Les frais différés sont constitués des primes d'assurance et d'autres charges payées d'avance à long terme et sont amortis sur une base linéaire sur la durée des contrats.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Dépréciation d'actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable estimée. Aux fins de l'évaluation des valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel il existe des flux de trésorerie pouvant être identifiés de manière distincte (unités génératrices de trésorerie ou « UGT »). La valeur recouvrable correspond à la plus élevée de la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'UGT.

La juste valeur diminuée des coûts de la vente est déterminée à l'aide d'un multiple du BAIIA (résultat avant intérêts, impôt et amortissements) de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT. Une perte de valeur est comptabilisée au titre du montant par lequel la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeurs sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté au secteur d'exploitation, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs du secteur d'exploitation au prorata. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Aux fins du test de dépréciation du goodwill, le secteur d'exploitation représente au sein de la Société le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi par la direction.

#### Provisions de restructuration

La Société comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle met fin à un emploi ou lorsqu'un employé accepte une offre de départ volontaire en contrepartie d'indemnités et que la Société ne peut plus retirer l'offre de ces indemnités ou encore lorsque la Société comptabilise les coûts d'une restructuration comportant des indemnités de cessation d'emploi. Les indemnités qui sont payables plus de douze mois après la fin de la période considérée sont actualisées.

Les provisions, qui représentent les indemnités de cessation d'emploi, sont évaluées en fonction des meilleures estimations de la direction concernant les fonds nécessaires pour régler l'obligation à la clôture de la période considérée et sont actualisées si l'incidence est significative.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### **Instruments financiers composés**

Les débetures convertibles subordonnées non garanties (les « débetures convertibles ») émises par la Société sont comptabilisées comme des instruments financiers hybrides. La composante passif d'un instrument financier composé est comptabilisée initialement à la juste valeur d'un passif similaire qui ne comporte aucune option de conversion en capitaux propres. La composante capitaux propres est comptabilisée initialement comme étant la différence entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif. Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes passif et capitaux propres au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument financier hybride est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres d'un instrument financier composé n'est pas réévaluée après la comptabilisation initiale.

#### **Impôt sur le résultat**

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net, sauf s'il a trait à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé directement dans les capitaux propres.

L'impôt exigible correspond à l'impôt à payer prévu sur le résultat imposable de l'exercice, impôt qui est établi en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période considérée, ainsi que tout ajustement à l'impôt payable à l'égard d'exercices précédents.

L'impôt différé est comptabilisé au titre de différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. L'impôt différé est déterminé sur une base non actualisée en utilisant les taux d'impôt et lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date des états consolidés de la situation financière et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé sera réalisé ou réglé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être réalisés.

L'impôt sur le résultat différé est établi en fonction des différences temporaires découlant des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf dans le cas des filiales pour lesquelles le moment du renversement des différences temporaires est contrôlé par la Société et lorsqu'il est probable que les différences temporaires ne se renverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés comme étant des éléments non courants.

#### **Capital social**

Les actions de catégorie A (les « actions de catégorie A ») et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B ») sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options sont portés en réduction des capitaux propres, après impôt, tirés du produit.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Dividendes

Les dividendes sur les actions de catégorie A et de catégorie B sont comptabilisés lorsque le conseil d'administration de la Société les déclare et les approuve.

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport est composé principalement d'une réserve pour les paiements fondés sur des actions, laquelle est comptabilisée à la juste valeur à la date d'attribution, ainsi que les impôts différés connexes et les primes versées sur rachats d'actions.

#### Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Lors de l'application des méthodes comptables de la Société décrites à la note 3, la direction doit poser des jugements (séparément de ceux qui impliquent des estimations) qui influent fortement sur les montants comptabilisés et recourir à des estimations et à des hypothèses relativement à la valeur comptable des actifs et des passifs ainsi qu'aux informations qu'elle présente dans ses états financiers consolidés, ces éléments n'étant pas observables à partir d'autres sources.

Les estimations et jugements sont importants :

- lorsque l'issue est hautement incertaine au moment où les estimations sont faites et les jugements, posés;
- lorsque des estimations ou jugements différents auraient vraisemblablement pu être faits ou posés et que cela aurait eu une incidence importante sur les états financiers consolidés.

Les meilleures estimations de la direction concernant les résultats à venir reposent sur les circonstances et les données disponibles au moment où ces estimations sont faites. Pour établir ces estimations, la direction s'appuie sur les résultats passés, la conjoncture économique et ses tendances ainsi que sur des hypothèses concernant des issues futures probables.

Les estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont examinées régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période pendant laquelle l'estimation est révisée si la révision influence uniquement cette période ou au cours de la période visée par la révision et les périodes futures si l'examen influe sur la période courante et les périodes futures.

Les résultats réels pourraient différer de ceux estimés, et les écarts pourraient être importants. Le budget annuel dressé par la direction et son plan à long terme, lequel couvre une période de cinq ans, constituent des sources d'information clés pour de nombreuses estimations importantes qui ont été exigées dans l'établissement des présents états financiers consolidés. La direction dresse annuellement un budget et met régulièrement à jour son plan à long terme. Les flux de trésorerie et le niveau de rentabilité pris en compte dans le budget et le plan à long terme sont fondés sur les actifs sous gestion existants et futurs prévus, la conjoncture économique et les structures de coûts actuelles et futures. Le conseil d'administration approuve le budget annuel et le plan à long terme.

Ce qui suit décrit les principaux jugements et estimations comptables que la Société a posés ou faites en établissant ses états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Unité génératrice de trésorerie*

La direction doit faire preuve de jugement pour identifier les groupes d'UGT et déterminer le niveau auquel le goodwill est soumis à des tests de dépréciation. La direction a établi qu'il n'y a qu'un seul secteur opérationnel, soit celui des services de gestion d'actifs. Aux fins du test de dépréciation du goodwill, le goodwill a été attribué au groupe d'UGT représentant le secteur opérationnel puisqu'il s'agit du niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de dépréciation au moins une fois l'an et lorsqu'il existe un indice à la date de clôture qu'un actif a pu se déprécier. La direction détermine également s'il existe des indices de dépréciation pour ce qui est des autres immobilisations incorporelles à chaque période de clôture. Lorsqu'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle à sa valeur recouvrable. S'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, la direction procède à une estimation de la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient. Un jugement important doit être exercé pour estimer la durée d'utilité et la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de dépréciation.

#### *Paiements fondés sur des actions*

La Société comptabilise la charge de rémunération relative aux transactions avec des employés qui sont réglées en trésorerie et en capitaux propres en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués et aux transactions qui sont réglées en trésorerie à chaque date de clôture subséquente. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, évaluer s'il est probable que certaines conditions de rendement applicables seront remplies et estimer le nombre d'unités à l'égard desquelles il est prévu que les droits seront acquis.

#### *Dépréciation des actifs non financiers*

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois l'an. La valeur recouvrable du secteur d'exploitation est déterminée en fonction du montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de disposition. Ce calcul nécessite la formulation d'hypothèses et l'utilisation d'estimations, dont les taux de croissance des flux de trésorerie futurs, le nombre d'années utilisées dans le modèle des flux de trésorerie, le taux d'actualisation et d'autres estimations.

Les valeurs recouvrables des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ou déterminée sont basées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs, ce qui tient compte des taux projetés d'attrition et de croissance qui se répercutent sur la valeur des actifs sous gestion, le recours à des taux d'actualisation et à un pourcentage de la marge brute.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Contrats de location*

La Société a fait preuve de jugement pour déterminer la durée de certains contrats de location pour lesquels elle est un preneur lorsqu'ils comportent des options d'achat, de renouvellement ou de résiliation. L'évaluation à savoir si la Société a la certitude raisonnable d'exercer ces options a une incidence sur la durée du contrat. La Société a également exercé son jugement pour déterminer le taux d'actualisation utilisé pour actualiser les paiements locatifs futurs. La durée des contrats de location et le taux d'actualisation peuvent avoir une incidence importante sur la valeur comptable des obligations locatives et des actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés.

#### *Regroupements d'entreprises et autres transactions*

Le processus de répartition de prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises ou d'une transaction comptabilisée à titre d'acquisition d'actifs et de reprise de passifs exige de la direction qu'elle estime la juste valeur des actifs identifiables acquis, dont les immobilisations incorporelles, et les passifs repris, incluant toute obligation éventuellement payable au titre du prix d'achat exigible. La Société se sert de techniques d'évaluation qui reposent généralement sur les flux de trésorerie nets futurs prévus actualisés. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses utilisées par la direction quant au rendement futur des actifs concernés et aux taux d'actualisation qui sont appliqués.

#### *Impôt sur le résultat*

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux de divers territoires, qui font l'objet de changements. La détermination de la charge d'impôt définitive de certaines transactions et de certains calculs est incertaine. Lorsque l'issue finale, sur le plan fiscal, de ces questions ne correspond pas aux montants qui ont été initialement comptabilisés, les différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période dans laquelle une telle détermination a été faite.

L'établissement des montants des actifs et passifs d'impôt différé à constater fait appel au jugement. Des jugements importants doivent être posés afin d'établir le calendrier de renversement des différences temporaires auxquelles les taux d'impôt futurs sont appliqués. La comptabilisation des actifs d'impôt différé, qui se limite au montant dont la réalisation est probable, est estimée en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de résultat imposable futur.

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions

#### **Palmer Capital**

Le 3 avril 2019, Fiera Real Estate Investments Limited, filiale entièrement détenue de la Société, a acquis une participation de 80 % dans Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital »), un gestionnaire de placement immobilier du Royaume-Uni, situé à Londres, au Royaume-Uni.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### Palmer Capital (suite)

Le total de la contrepartie de 52 285 \$ (30 200 livres sterling (GBP)) comprenait une contrepartie en trésorerie de 35 310 \$ (20 200 GBP) payée aux vendeurs et l'émission de 1 430 036 actions de catégorie A, représentant 16 975 \$ (10 000 GBP) selon le cours de clôture des actions de la Société à la date de clôture. La contrepartie de l'acquisition est assujettie aux ajustements du prix d'achat après la clôture. La Société a financé la partie en trésorerie de la contrepartie de l'acquisition à l'aide de sa facilité de crédit renouvelable (note 16).

Les vendeurs conservent une participation de 20 % en titres de capitaux propres dans Palmer Capital. Selon les modalités de la convention d'achat d'actions, les actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital disposent d'un droit de vente et Fiera Real Estate Investments Limited, d'une option d'achat sur la participation ne donnant pas le contrôle de 20 %. Les droits de vente et d'achat sont décrits à la note 13 f).

La transaction a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'achat final a été attribué aux actifs acquis et aux passifs repris selon la juste valeur estimée à la date d'acquisition, comme suit :

	\$
Trésorerie	19 014
Autres actifs courants	7 317
Immobilisations corporelles	191
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	10 779
Placements à long terme	8 599
Actifs au titre de droits d'utilisation	685
Goodwill (aucun montant déductible aux fins de l'impôt)	26 616
Immobilisations incorporelles	6 093
Créditeurs et charges à payer	(10 969)
Obligations locatives	(578)
Passifs d'impôt sur le résultat différé	(2 225)
	<b>65 522</b>

Contrepartie de l'acquisition	\$
Contrepartie en trésorerie	35 310
Capital social	16 975
Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur auprès d'une participation ne donnant pas le contrôle	13 237
	<b>65 522</b>

Le goodwill est attribuable à une équipe de gestion de placement immobilier d'expérience. Les immobilisations incorporelles identifiées acquises de Palmer Capital ont été constatées de manière distincte du goodwill. Les immobilisations incorporelles comprennent des contrats de gestion d'actifs à durée de vie déterminée évalués à 6 093 \$.

La Société a engagé des coûts afférents à l'acquisition de 4 050 \$, qui comprennent essentiellement des frais juridiques, des frais de conseils financiers ainsi que des frais de vérification diligente. Ces coûts ont été inclus dans les frais d'acquisition des états consolidés du résultat net.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### Palmer Capital (suite)

##### Incidence pro forma

Le tableau suivant présente l'incidence de l'acquisition sur les montants des produits et du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

	\$
Produits	13 414
Résultat net	1 392

Si le regroupement d'entreprises avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les montants consolidés des produits et du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 auraient été comme suit :

	\$
Produits	660 885
Résultat net	(11 479)

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative de la performance financière des entreprises issues du regroupement sur une période de douze mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec sa performance financière des périodes futures.

Le résultat net pro forma ci-dessus prend en considération les frais de vente et charges générales et administratives, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts sur la dette à long terme, l'élimination des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et d'intégration ainsi que les incidences fiscales connexes. L'information pro forma inclut une estimation de l'amortissement des immobilisations incorporelles calculé selon la répartition initiale du prix d'achat des actifs acquis et des passifs repris.

#### IAM

Le 3 juillet 2019, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Integrated Asset Management Corp. (« IAM »), une société canadienne de gestion de placements alternatifs.

La contrepartie totale transférée aux vendeurs à la clôture s'établissait à 84 290 \$. Elle comprenait une contrepartie en trésorerie de 55 500 \$ et l'émission de 1 614 297 actions de catégorie A représentant 18 338 \$ selon le cours de clôture des actions de la Société à la date de clôture. La contrepartie de l'acquisition était assujettie à un ajustement initial du prix d'achat de 2 585 \$ comptabilisé en réduction de la contrepartie totale. La Société a financé la partie en trésorerie de la contrepartie de l'acquisition à l'aide de sa facilité de crédit renouvelable (note 16) ainsi que du produit de l'émission de débentures hybrides (note 17).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### IAM (suite)

À la date de clôture de la transaction, chaque actionnaire de IAM a reçu un droit avec valeur éventuel par action ordinaire de IAM. Les 28 726 345 droits avec valeur éventuels émis conféreront aux titulaires le droit de recevoir leur quote-part de 75 % du montant global des incitatifs liés à la performance (déduction faite de certaines primes du personnel, de certaines taxes et de certains frais), lesquels pourront être reçus de deux fonds de placement immobilier gérés par la Société. L'échéance prévue est 2020 dans le cas de l'un des fonds de placement immobilier, et 2024 dans le cas de l'autre. Le total de la contrepartie inclut la juste valeur des droits avec valeur éventuels à la date d'acquisition.

La transaction a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'achat final a été attribué aux actifs acquis et aux passifs repris selon la juste valeur estimée à la date d'acquisition, comme suit :

	\$
Trésorerie	10 292
Autres actifs courants	14 534
Immobilisations corporelles	91
Placements à long terme	1 054
Actifs au titre de droits d'utilisation	2 747
Goodwill (aucun montant déductible aux fins de l'impôt)	43 038
Immobilisations incorporelles	25 428
Autres actifs non courants	6 654
Créditeurs et charges à payer	(7 437)
Obligations locatives	(3 348)
Autres passifs non courants	(1 794)
Passif d'impôt sur le résultat différé	(9 375)
Participation ne donnant pas le contrôle	(179)
	<b>81 705</b>

Contrepartie de l'acquisition	\$
Contrepartie en trésorerie	55 500
Capital social	18 338
Ajustements au titre du prix d'achat	(2 585)
Droits avec valeur éventuels	10 452
	<b>81 705</b>

Le goodwill est attribuable à une équipe d'expérience en gestion de placement immobilier et en gestion de financement privé. Les immobilisations incorporelles identifiées acquises ont été constatées de manière distincte du goodwill. Les immobilisations incorporelles comprennent des contrats de gestion d'actifs à durée de vie déterminée évalués à 25 077 \$ et des logiciels de 351 \$.

La Société a engagé des coûts afférents à l'acquisition de 3 111 \$, qui comprennent essentiellement des frais juridiques, des frais de conseils financiers ainsi que des frais de vérification diligente. Ces coûts ont été inclus dans les frais d'acquisition des états consolidés du résultat net.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### IAM (suite)

##### Incidence pro forma

Le tableau suivant présente l'incidence de l'acquisition sur les montants des produits et du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

	\$
Produits	10 228
Résultat net	(61)

Si le regroupement d'entreprises avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les montants consolidés des produits et du résultat net de la Société pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019 auraient été comme suit :

	\$
Produits	665 416
Résultat net	(10 911)

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative de la performance financière des entreprises issues du regroupement sur une période de douze mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec sa performance financière des périodes futures.

Le résultat net pro forma ci-dessus prend en considération les frais de vente et charges générales et administratives, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts sur la dette à long terme, l'élimination des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et d'intégration ainsi que les incidences fiscales connexes. L'information pro forma inclut une estimation de l'amortissement des immobilisations incorporelles calculé selon la répartition initiale du prix d'achat des actifs acquis et des passifs repris.

#### Autres transactions

Le 3 juillet 2019, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Natixis Investment Managers Canada Corp. (« Natixis Canada »), la société de portefeuille de Gestionnaires de placements Natixis Canada S.E.C. (« Natixis S.E.C. »), qui agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement publics et privés. Cette transaction faisait partie d'une stratégie élargie entre la Société et Natixis Canada, laquelle comprend une convention de distribution et une transaction de rachat d'actions et d'annulation (note 18). Cette transaction a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition et le prix d'achat initial attribué aux actifs acquis et aux passifs repris a été comptabilisé à la juste valeur estimée à la date de l'acquisition.

Le 16 août 2019, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Gestion d'actifs Foresters inc. (« Foresters »), une société de gestion de placement de l'Ontario. La transaction a été comptabilisée à titre d'acquisition d'actifs et de reprise de passifs et le prix d'achat initial attribué aux actifs acquis et aux passifs repris a été comptabilisé à leur juste valeur estimée relative à la date de l'acquisition. Après la date d'acquisition, Foresters a été renommée Gestion de Fonds Fiera Capital inc. (« GFFC »).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### Autres transactions (suite)

La contrepartie totale de 31 652 \$ comprenait une contrepartie en trésorerie de 24 638 \$ versée aux vendeurs ainsi qu'une obligation au titre du prix d'achat de 6 918 \$ qui devra être versée aux vendeurs si certaines modalités et conditions sont respectées. La contrepartie de l'acquisition était assujettie à un ajustement du montant net du fonds de roulement de 96 \$ qui a été réglé avant le 31 décembre 2019 et est comptabilisé en augmentation de la contrepartie totale. La Société a financé la partie en trésorerie de la contrepartie de l'acquisition à l'aide de sa facilité de crédit renouvelable (note 16) ainsi que du produit de l'émission de débentures hybrides (note 17).

La juste valeur estimée des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition est la suivante :

	\$
Trésorerie	9 181
Placements à court terme	155
Autres actifs courants	5 793
Immobilisations corporelles	467
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 681
Actif d'impôt sur le résultat différé	5 622
Goodwill (aucun montant déductible aux fins de l'impôt)	419
Immobilisations incorporelles	19 646
Créditeurs et charges à payer	(9 631)
Obligations locatives	(1 681)
	<b>31 652</b>

Le goodwill est attribuable à une équipe d'expérience détenant d'excellentes connaissances en services-conseils en placement, en gestion de placement et en services connexes. Les immobilisations incorporelles identifiées acquises ont été constatées de manière distincte du goodwill. Ces immobilisations incorporelles comprennent des relations clients évaluées à 14 868 \$ et des contrats de gestion d'actifs évalués à 4 778 \$.

Dans le cadre de la transaction de Foresters et de la transaction de Natixis Canada qui comprenait une convention de distribution, une transaction de rachat d'actions et d'annulation entre la Société et Natixis ainsi que l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Natixis Canada, la Société a engagé des coûts de transaction totalisant 4 233 \$. Ces coûts comprennent essentiellement des frais juridiques, des frais de conseils financiers ainsi que des frais de vérification diligente.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 4. Regroupements d'entreprises et autres transactions (suite)

#### Incidence pro forma

Le tableau suivant présente l'incidence de l'acquisition d'entreprise sur les montants des produits et du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

	\$
Produits	9 635
Résultat net	2 176

Si le regroupement d'entreprises avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les montants consolidés des produits et du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 auraient été comme suit :

	\$
Produits	666 277
Résultat net	(10 784)

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative de la performance financière des entreprises issues du regroupement sur une période de douze mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec sa performance financière des périodes futures.

Le résultat net pro forma ci-dessus prend en considération les frais de vente et charges générales et administratives, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts sur la dette à long terme, l'élimination des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et d'intégration ainsi que les incidences fiscales connexes. L'information pro forma inclut une estimation de l'amortissement des immobilisations incorporelles calculé selon la répartition initiale du prix d'achat des actifs acquis et des passifs repris.

#### Disposition de Fonds Fiera Capital Inc.

Le 22 février 2019, la Société a complété la transaction de vente qui avait été conclue avec Canoe Financial LP (« Canoe »), une société canadienne de fonds communs de placement, aux termes de laquelle la Société a vendu sa participation dans Fonds Fiera Capital inc. ainsi que neuf fonds communs de placement à Canoe qui est devenu le fiduciaire, le gestionnaire et le gestionnaire de portefeuille de ces fonds pour une contrepartie totale en trésorerie de 12 075 \$.

En raison de cette transaction, la Société a reclassé des immobilisations incorporelles de 5 280 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un goodwill de 6 543 \$ dont une tranche de 176 \$ a été décomptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (6 367 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018) et d'autres actifs de 364 \$ dont une tranche de 27 \$ a été décomptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (337 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018). La Société a comptabilisé une perte nette avant impôt de 1 476 \$ (y compris des coûts de transaction de 1 364 \$), dont une tranche de 300 \$ a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat net au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à titre de perte sur disposition d'actifs. En raison des dispositions fiscales, la vente a donné lieu à un gain en capital imposable avec une charge d'impôt exigible de 483 \$ et une charge d'impôt différé de 1 206 \$.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 5. Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a comptabilisé les coûts suivants :

	2019	2018
	\$	\$
Provisions de restructuration au titre des indemnités de départ	11 752	3 627
Autres coûts de restructuration	399	783
Coûts d'intégration et autres coûts	2 388	3 176
	14 539	7 586

Les coûts de restructuration sont principalement composés des coûts liés aux indemnités de départ dues aux réorganisations corporatives résultant des regroupements d'entreprises et d'autres transactions ou de l'évolution normale des affaires. Les variations des provisions de restructuration au titre des charges liées aux indemnités de départ au cours des exercices clos le 31 décembre 2019 et 2018 ont été les suivantes :

	Indemnités de départ
	\$
Solde au 31 décembre 2017	5 988
Ajouts durant l'exercice, montant net	3 627
Montant payé durant l'exercice	(6 611)
Solde au 31 décembre 2018	3 004
Ajouts durant l'exercice, montant net	11 752
Montant payé durant l'exercice	(11 372)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>3 384</b>

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Provision pour indemnités de départ	\$	\$
Partie courante	3 159	2 289
Partie non courante	225	715
Total	3 384	3 004

#### Coûts d'intégration et autres coûts

Les coûts d'intégration sont composés principalement d'honoraires professionnels, de coûts liés à la relocation et aux contrats de location, et d'autres charges engagées en raison de l'intégration des entreprises récemment acquises.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 6. Placements

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales aux 31 décembre 2019 et 2018. Les filiales opérantes significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Toutes les activités principales qu'exercent ces filiales relèvent de la gestion d'actifs. À moins d'indication contraire, leur capital social est composé d'actions ordinaires détenues directement ou indirectement par la Société.

Désignation	Pourcentage de participation attribuable à la Société			
	Directe		Indirecte	
	2019	2018	2019	2018
Clearwater Capital Partners Hong Kong Limited	–	–	100 %	100 %
Fiera Real Estate Investments Limited (anciennement, Fiera Immobilier Limitée)	–	100 %	100 %	–
Fiera Capital (IOM) Limited	–	–	100 %	100 %
Fiera Capital (UK) Limited	–	–	100 %	100 %
Fiera Capital Inc.	–	–	100 %	100 %
Partenaires Fiera Comox Inc.	60,4 %	60,4 %	–	–
Fiera Infrastructure Inc.	75 %	75 %	–	–
Bel Air Investment Advisors LLC	–	–	100 %	100 %
Bel Air Securities LLC	–	–	100 %	100 %
Fonds Fiera Capital Inc. <sup>1)</sup>	–	100 %	–	–
Fiera Dette Privée inc. (anciennement, Fiera Financement Privé inc.)	–	100 %	100 %	–
Fiera Investissements S.E.C.	100 %	–	–	–
Fiera Real Estate UK Limited (anciennement, Palmer Capital Partners Limited)	–	–	80 %	–

<sup>1)</sup> Le 22 février 2019, la Société a vendu sa participation dans Fonds Fiera Capital Inc. (note 4).

### 7. Entités structurées

#### Entités structurées non consolidées

La Société gère plusieurs fonds de placement qui sont des entités structurées non consolidées. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds communs de placement, des sociétés en commandite, des fonds en gestion commune ou d'autres entités de placement qui investissent dans une variété d'actifs. Les mandats séparés qui sont gérés pour le compte de clients et de fiducies de placement ne sont pas considérés comme des entités structurées. Les entités structurées sont en général financées par l'émission de parts ou d'actions aux investisseurs, même si certains fonds, essentiellement des fonds immobiliers, des fonds d'infrastructure et des fonds de capital-investissement, ont également le droit de recueillir du financement par l'intermédiaire d'emprunts auprès de tiers. La Société ne fournit pas de garantie pour le remboursement de ces emprunts détenus par ces entités et elle n'a fourni aucun soutien financier aux entités structurées non consolidées au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

La Société génère des produits au moyen des honoraires de gestion et des autres revenus grâce à la prestation de services de gestion et de services connexes à ces fonds de placement. Les honoraires de gestion de ces fonds de placement sont calculés en fonction des actifs sous gestion ou des capitaux engagés. Les fonds de placement sont sujets au risque de marché découlant des incertitudes à l'égard de la valeur future des actifs qu'ils détiennent. Les risques de marché sont présentés à la note 13 – *Instruments financiers*.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 7. Entités structurées (suite)

Le tableau qui suit résume la valeur comptable des participations de la Société dans les entités structurées non consolidées comptabilisées dans l'état consolidé de la situation financière et les actifs sous gestion des entités structurées non consolidées aux 31 décembre 2019 et 2018. L'exposition maximale de la Société au risque de perte correspond à la valeur comptable des fonds de placement détenus ainsi qu'à la perte d'honoraires futurs.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Participation de la Société dans les fonds de placement	8 400	4 494
Actifs sous gestion des entités structurées non consolidées	43,0 milliards	34,0 milliards

#### *Placement dans des fonds gérés*

À titre de gestionnaire de fonds, la Société peut diriger les activités des fonds dont elle a la gestion par son engagement dans le processus de prise de décision. Le fonds est consolidé lorsque la Société est aussi exposée aux rendements variables en tant que détenteur principal des parts et qu'elle est réputée contrôler le fonds.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a vendu une participation directe d'un fonds qu'elle contrôlait auparavant et qu'elle consolidait. Avant le remboursement des parts du fonds, la Société avait classé les actifs nets du fonds comme actifs détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière

Au cours de la période où la Société contrôlait le fonds, les parts remboursables détenues par d'autres porteurs de parts ont été présentées comme des sommes dues à des porteurs de parts remboursables dans l'état consolidé de la situation financière, étant donné que les parts sont rachetables au gré des porteurs.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a réévalué le placement sous-jacent à la juste valeur et a comptabilisé un profit de 699 \$ à titre de réévaluation des actifs détenus en vue de la vente.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 8. Participations dans des coentreprises et des entreprises associées

La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées qui sont non significatives prises isolément et qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les risques auxquels est exposée la Société se limitent à la valeur comptable de ses participations dans des coentreprises et des entreprises associées. Le tableau qui suit présente l'évolution des valeurs comptables des participations de la Société dans des coentreprises et des entreprises associées au cours de l'exercice :

	Entreprises associées	Coentreprises	Total
	\$	\$	\$
<b>2019</b>			
Valeur comptable d'ouverture	–	–	–
Quote-part du résultat net	–	6 047	6 047
Ajouts	–	3 616	3 616
Regroupement d'entreprises	542	10 237	10 779
Distributions reçues	–	(9 161)	(9 161)
Écarts de conversion	(11)	(235)	(246)
Valeur comptable de clôture	531	10 504	11 035

### 9. Créances clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Comptes clients	150 801	120 980
Comptes clients – sociétés liées à des actionnaires	7 174	15 006
Comptes clients – parties liées	1 226	8 824
Loyers à recevoir	1 043	–
Autres	16 769	3 649
	177 013	148 459

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 9. Créances clients et autres débiteurs (suite)

Ce qui suit indique l'âge des débiteurs.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Comptes clients		
Courants	<b>139 956</b>	113 359
Entre 61 et 119 jours	<b>6 452</b>	5 256
Plus de 120 jours	<b>4 393</b>	2 365
Total des comptes clients	<b>150 801</b>	120 980
Sociétés liées à des actionnaires et parties liées		
Courants	<b>7 313</b>	23 811
Entre 61 et 119 jours	<b>8</b>	10
Plus de 120 jours	<b>1 079</b>	9
Total des sociétés liées à des actionnaires et parties liées	<b>8 400</b>	23 830
Loyers à recevoir et autres	<b>17 812</b>	3 649
	<b>177 013</b>	148 459

Au 31 décembre 2019, une provision pour pertes de crédit attendues de 119 \$ (119 \$ en 2018) était inscrite.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 10. Goodwill et immobilisations incorporelles

Goodwill	À durée de vie indéterminée		À durée de vie déterminée		Total	
	Contrats de gestion d'actifs	Contrats de gestion d'actifs	Relations clients	Autres		
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018</b>						
Valeur comptable d'ouverture	523 885	84 069	53 909	311 832	12 471	462 281
Ajouts	–	–	–	3 902	946	4 848
Ajouts – développé à l'interne	–	–	–	–	6 578	6 578
Reclassement vers les actifs détenus en vue de la vente	(6 367)	(5 280)	–	–	–	(5 280)
Regroupements d'entreprises	95 606	513	16 878	60 000	3 009	80 400
Dispositions	–	–	–	–	(26)	(26)
Amortissement pour l'exercice	–	–	(11 791)	(28 021)	(5 001)	(44 813)
Écarts de conversion	18 575	6 841	2 272	15 380	581	25 074
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>631 699</b>	<b>86 143</b>	<b>61 268</b>	<b>363 093</b>	<b>18 558</b>	<b>529 062</b>
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>						
Coût	604 086	80 965	122 544	458 259	35 856	697 624
Amortissement cumulé et dépréciation	(1 918)	–	(62 730)	(119 910)	(18 332)	(200 972)
Écarts de conversion	29 531	5 178	1 454	24 744	1 034	32 410
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>631 699</b>	<b>86 143</b>	<b>61 268</b>	<b>363 093</b>	<b>18 558</b>	<b>529 062</b>
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019</b>						
Valeur comptable d'ouverture	<b>631 699</b>	<b>86 143</b>	<b>61 268</b>	<b>363 093</b>	<b>18 558</b>	<b>529 062</b>
Ajouts	–	–	–	15 709	230	15 939
Ajouts – développé à l'interne	–	–	–	–	4 626	4 626
Reclassement vers les actifs détenus en vue de la vente	(176)	–	–	–	–	–
Regroupements d'entreprises	70 073	5 190	31 170	–	351	36 711
Dispositions	–	–	(397)	–	(828)	(1 225)
Amortissement pour l'exercice	–	–	(15 823)	(30 143)	(7 009)	(52 975)
Écarts de conversion	(13 697)	(4 215)	(1 702)	(8 787)	(554)	(15 258)
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>687 899</b>	<b>87 118</b>	<b>74 516</b>	<b>339 872</b>	<b>15 374</b>	<b>516 880</b>
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>						
Coût	673 983	86 155	153 304	473 968	39 098	752 525
Amortissement cumulé et dépréciation	(1 918)	–	(78 540)	(150 053)	(24 205)	(252 798)
Écarts de conversion	15 834	963	(248)	15 957	481	17 153
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>687 899</b>	<b>87 118</b>	<b>74 516</b>	<b>339 872</b>	<b>15 374</b>	<b>516 880</b>

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a engagé des coûts liés à de nouveaux logiciels développés à l'interne. Les coûts qui ont été inscrits à l'actif sont présentés comme des ajouts – développé à l'interne.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 10. Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

Le goodwill fait l'objet d'un suivi par la direction selon l'unique secteur d'exploitation de la Société, soit la gestion d'actifs. Lors des tests de dépréciation du goodwill aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société a comparé le total de la valeur recouvrable du secteur d'exploitation à sa valeur comptable. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction du montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de disposition, selon des budgets et des prévisions des flux de trésorerie de cinq ans qu'ont approuvés la direction et le conseil d'administration, lesquels se sont appuyés sur les données de marché observables, le cas échéant. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire de cinq ans, les flux de trésorerie ont été établis à l'aide d'un taux de croissance attendu à long terme de 2,5 %. Les hypothèses clés incluaient les suivantes :

	2019	2018
	%	%
Taux de croissance moyen pondéré des produits	10,5	11,0
Taux d'actualisation	14,0	11,0

Des changements raisonnables dans les hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable du goodwill tombe sous sa valeur comptable.

#### *Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée*

Lors des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société a comparé la valeur recouvrable totale des actifs à leur valeur comptable respective. Les hypothèses clés incluaient les suivantes :

	2019	2018
	%	%
Taux de croissance moyen pondéré des produits	15,0	13,6
Taux d'actualisation	27,5	25,5

La valeur recouvrable a été établie en fonction du montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de disposition à l'aide des budgets et des prévisions de flux de trésorerie sur cinq ans qu'ont approuvés la direction et le conseil d'administration, lesquels se sont appuyés sur les données d'entrée de marché observables, le cas échéant. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire de cinq ans, les flux de trésorerie ont été établis à l'aide d'un taux de croissance attendu à long terme de 2,5 %. Le taux d'actualisation est calculé en fonction du coût moyen pondéré du capital.

Des changements raisonnables aux hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée tombe sous leur valeur comptable.

À la suite des tests de dépréciation, la Société a conclu que la valeur recouvrable dépassait leur valeur comptable et, par conséquent, il n'y a eu aucune perte de valeur.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 11. Immobilisations corporelles

	Mobilier et matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018				
Valeur comptable d'ouverture	3 183	2 529	10 860	16 572
Ajouts	372	1 180	1 405	2 957
Regroupements d'entreprises	147	93	8	248
Dispositions	(45)	(11)	–	(56)
Amortissement	(931)	(1 325)	(1 979)	(4 235)
Écarts de conversion	191	108	714	1 013
Valeur comptable de clôture	2 917	2 574	11 008	16 499
Solde au 31 décembre 2018				
Coût	7 937	6 770	19 295	34 002
Amortissement cumulé	(5 085)	(4 340)	(8 379)	(17 804)
Écarts de conversion	65	144	92	301
Valeur comptable de clôture	2 917	2 574	11 008	16 499
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019				
Valeur comptable d'ouverture	2 917	2 574	11 008	16 499
Ajouts	3 016	2 450	11 716	17 182
Regroupements d'entreprises	42	199	508	749
Dispositions	(48)	(6)	–	(54)
Amortissement	(1 201)	(1 651)	(2 355)	(5 207)
Écarts de conversion	(99)	(51)	324	174
Valeur comptable de clôture	4 627	3 515	21 201	29 343
Solde au 31 décembre 2019				
Coût	10 791	9 411	29 231	49 433
Amortissement cumulé	(6 130)	(5 989)	(8 446)	(20 565)
Écarts de conversion	(34)	93	416	475
Valeur comptable de clôture	4 627	3 515	21 201	29 343

### 12. Contrats de location

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive et les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 12. Contrats de location (suite)

#### Actifs au titre de droits d'utilisation

Actifs au titre de droits d'utilisation	
\$	
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019</b>	
Actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	117 268
Ajouts	22 208
Modifications de contrats de location et ajustements	1 785
Regroupement d'entreprises	5 113
Amortissement	(19 923)
Décomptabilisation	(431)
Écarts de conversion	(2 628)
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>123 392</b>
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	
Coût	145 419
Cumul des amortissements	(19 405)
Écarts de conversion	(2 622)
<b>Valeur comptable de clôture</b>	<b>123 392</b>

#### Obligations locatives

Les contrats de location de la Société viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2035. Le tableau qui suit présente le total des paiements locatifs pour chacun des cinq prochains exercices et par la suite :

\$	
2020	19 099
2021	21 004
2022	18 862
2023	20 107
2024	16 786
Par la suite	83 428
	179 286
Moins : intérêts	(34 470)
<b>Total des obligations locatives, déduction faite des loyers à recevoir</b>	<b>144 816</b>

#### Options de prolongation

Certains contrats de location comportent des options de prolongation que la Société peut exercer. À la date de début, la Société apprécie si elle a la certitude raisonnable d'exercer des options de prolongation des contrats de location. Ces options ne sont incluses dans les modalités du contrat de location que si la Société a la certitude raisonnable que le bail sera prolongé. Un montant éventuel de 29 753 \$ au titre de sorties de trésorerie futures de 2020 à 2040 n'a pas été inclus dans l'obligation locative du fait que la Société n'a pas la certitude raisonnable que ces options de prolongation seront exercées.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 12. Contrats de location (suite)

*Engagements découlant de contrats de location*

Après le 31 décembre 2019, la Société a conclu deux contrats de location pour des bureaux qui viennent à échéance entre 2030 et 2034. Le total des paiements exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite pour ces contrats de location sont les suivants :

	\$
2020	524
2021	1 863
2022	2 481
2023	2 549
2024	2 583
Par la suite	26 378
	<b>36 378</b>

### 13. Instruments financiers

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2019 et 2018.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société d'attirer et de conserver les clients, constitue le principal inducteur de performance de ses résultats continus.

Les états consolidés de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque.

#### *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient. L'analyse qui suit présente les principaux éléments du risque de marché auxquels s'expose la Société et la façon dont ils sont gérés.

L'appréciation ou la dépréciation de la juste valeur des titres de capitaux propres ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux fonds de placement du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés boursiers et obligataires et, en conséquence, sur la juste valeur des actifs financiers détenus, soit les titres de capitaux propres, les titres de fonds de placement et les titres à revenu fixe.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 13. Instruments financiers (suite)

Les gestionnaires du portefeuille de la Société surveillent les risques liés au portefeuille dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Aux 31 décembre 2019 et 2018, son portefeuille de titres de capitaux propres et de titres liés à des capitaux propres comprenait des placements dans des fonds de placement et d'autres titres. La juste valeur de ces placements était de 8 400 \$ au 31 décembre 2019 et de 4 857 \$ au 31 décembre 2018. Les fonds de placement comprennent un portefeuille de placements très diversifié en titres de capitaux propres et en obligations.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, une variation de 10 % de la juste valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres aurait eu pour effet de faire monter ou baisser le résultat global de 840 \$ et de 486 \$, respectivement.

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions, les placements et les créances clients et autres débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière, autres que les instruments financiers dérivés, représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie soumis à des restrictions est limité parce que les contreparties en cause sont des banques commerciales ou des institutions financières auxquelles les agences de notation indépendantes ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction des pertes de crédit attendues, laquelle a fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs aux 31 décembre 2019 et 2018.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt de la Société tient à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes de contrats de swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

#### Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de sa trésorerie soumise à des restrictions, de ses débiteurs, de ses placements, de ses instruments financiers dérivés, de ses créditeurs et charges à payer, de son passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de ses obligations au titre du prix d'achat et de sa dette à long terme. La Société gère une partie de son exposition aux monnaies étrangères en appariant les positions d'actifs et de passifs. Plus particulièrement, elle procède à un appariement de sa dette à long terme en monnaie étrangère avec des actifs non courants libellés dans la même monnaie.

Les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018 tenaient compte des montants suivants qui sont en dollars canadiens et qui ont trait à des actifs (passifs) financiers dont les flux de trésorerie sont libellés dans les monnaies suivantes.

	2019	2018
	\$	\$
<b>Monnaie</b>		
Dollars américains	(446 277)	(335 203)
Livres sterling (GBP)	(17 162)	–

Selon les soldes (exclusion faite de la dette à long terme) au 31 décembre 2019, l'appréciation ou la dépréciation de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 1 364 \$ (1 794 \$ en 2018) du total du résultat global. L'appréciation ou la dépréciation de 5 % de la livre sterling (GBP) par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 858 \$ (néant en 2018) du total du résultat global. Le calcul précédent ne tient pas compte de la dette à long terme libellée en dollars américains, qui est partiellement couverte au moyen d'un actif à long terme dans la même monnaie. Cet actif à long terme n'est pas inscrit aux états consolidés de la situation financière étant donné qu'il s'agit d'un solde intersociétés et qu'il est éliminé à la consolidation.

#### Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs venus à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère assez de flux de trésorerie liés à ses activités d'exploitation et a suffisamment de financement disponible aux termes de sa dette à long terme pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2019, les passifs au titre d'instruments financiers de la Société s'établissaient comme suit :

	Valeur comptable	Engagements contractuels liés aux flux de trésorerie						
		2020	2021	2022	2023	2024	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	207 447	207 447	–	–	–	–	–	207 447
Sommes dues à des parties liées	1 512	1 512	–	–	–	–	–	1 512
Dette à long terme <sup>1)</sup>	449 490	–	–	–	449 490	–	–	449 490
Dette convertible	185 793	–	–	–	86 250	110 000	–	196 250
Obligations au titre du prix d'achat	127 374	31 710	44 061	49 085	33 241	27 774	102 758	288 629
Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	13 997	–	–	20 898	–	–	–	20 898
Autres passifs non courants	3 703	–	–	–	4 946	130	–	5 076
	<b>989 316</b>	<b>240 669</b>	<b>44 061</b>	<b>69 983</b>	<b>573 927</b>	<b>137 904</b>	<b>102 758</b>	<b>1 169 302</b>

<sup>1)</sup> Excluant les charges de financement différées de 2 791 \$ (note 16).

Juste valeur

*Placements*

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 8 100 \$ et à 8 400 \$, respectivement, au 31 décembre 2019 (4 574 \$ et 4 857 \$, respectivement, au 31 décembre 2018). Un profit non réalisé de 488 \$ et un profit réalisé de 368 \$ ont été comptabilisés dans le profit (perte) réalisé(e) et non réalisé(e) sur les placements au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (perte non réalisée de 623 \$ et profit réalisé de 768 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

*Débtures convertibles et débtures hybrides*

Au 31 décembre 2019, les débtures convertibles et les débtures hybrides sont comptabilisées au coût amorti respectivement de 80 425 \$ et de 105 368 \$ (79 008 \$ et néant respectivement au 31 décembre 2018). Leur juste valeur selon les cours du marché s'établissait respectivement à 90 537 \$ et à 112 475 \$ au 31 décembre 2019 (87 544 \$ et néant respectivement au 31 décembre 2018).

*Dette à long terme*

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

#### *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de devises et de swap de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur aux états consolidés de la situation financière.

La juste valeur des dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Dans la mesure du possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat.

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2019				
		Juste valeur		Montant notionnel : pour la période restant jusqu'à l'échéance		
		Actif	(Passif)	Moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Contrats de change à terme</b>						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	2 216	755	–	62 300	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	(12 257)	–	(3 540)	225 000	–	–
<b>Contrats de swap de taux d'intérêt</b>						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(710)	537	(1 946)	–	250 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	(1 615)	–	219 151	–

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2018				
		Juste valeur		Montant notionnel : pour la période restant jusqu'à l'échéance		
		Actif	(Passif)	Moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Contrats de change à terme</b>						
a) Contrats de change à terme						
– détenus à des fins de transaction	(5 294)	–	(1 672)	45 374	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	4 700	1 083	–	80 000	–	–
<b>Contrats de swap de taux d'intérêt</b>						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(1 770)	860	(1 560)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures de flux de trésorerie	–	4 506	–	–	230 550	–

Présentation dans les états financiers aux 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés <sup>1)</sup>	755	1 083
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	537	5 366
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(3 540)	(1 672)
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(3 561)	(1 560)

<sup>1)</sup> Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés de la situation financière.

#### a) Contrats de change à terme

##### Société

La Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés libellés en dollars américains.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a conclu des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés futurs libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les autres produits de l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

---

### 13. Instruments financiers (suite)

La Société a inscrit un profit de 2 347 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (une perte de 4 673 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018) et a versé 376 \$ à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de l'exercice (a versé 2 939 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018). La juste valeur des contrats de change à terme correspondait à un actif de 735 \$ au 31 décembre 2019 (1 237 \$ à titre de passif au 31 décembre 2018).

#### *Filiales*

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés libellés en euros. La filiale a respectivement comptabilisé une perte de 131 \$ et de 621 \$ au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, un total de 587 \$ et de 186 \$ respectivement a été payé en guise de règlement de ces contrats. Au 31 décembre 2019, la juste valeur de ces contrats correspondait à un actif de 20 \$ (un passif de 435 \$ au 31 décembre 2018).

#### b) Swaps de devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 16), la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou à un taux basé sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %, soit en dollars canadiens au taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société a créé efficacement, jusqu'au 16 janvier 2020, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,51 % sur 225 000 \$ (1,57 % sur 80 000 \$ au 31 décembre 2018) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, l'équivalent de 225 000 \$ (170 500 \$ US) (80 000 \$ (59 400 \$ US) au 31 décembre 2018) au TIOL majoré de 2,00 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,51 % au moyen d'un swap de devises de un mois.

L'objectif de cette stratégie était de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancés par des profits (pertes) équivalent(e)s à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable, et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 12 257 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (profit de 4 700 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, un total de 7 633 \$ a été payé (un montant de 3 617 \$ a été reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018) en règlement de ces contrats.

La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à un passif de 3 540 \$ au 31 décembre 2019 (un actif de 1 083 \$ au 31 décembre 2018).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 13. Instruments financiers (suite)

#### c) Swaps de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des contrats de swaps de taux d'intérêt afin de gérer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité de crédit libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mai 2019, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 35 000 \$ et 25 000 \$ et venant à échéance le 2 mai 2022 et le 13 mai 2022, respectivement. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,945 % (sur le contrat comportant un notionnel de 35 000 \$) et de 1,900 % (sur le contrat comportant un notionnel de 25 000 \$). Aucune modification n'a été apportée aux modalités des autres swaps de taux d'intérêt (détenus à des fins de transaction) détenus par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 710 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (une perte de 1 770 \$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspond à un actif de 537 \$ et à un passif de 1 946 \$ au 31 décembre 2019 (860 \$ à titre d'actif et 1 560 \$ à titre de passif au 31 décembre 2018).

#### d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

La Société détient des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des contrats détenus par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une autre perte de 5 310 \$ (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 811 \$) dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (un profit de 1 833 \$ (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 259 \$) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée aux contrats au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un passif de 1 615 \$ au 31 décembre 2019 (un actif de 4 506 \$ au 31 décembre 2018).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOL sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des contrats de swap de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit totalisaient 323 660 \$ US au 31 décembre 2019 (219 400 \$ US au 31 décembre 2018).



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 13. Instruments financiers (suite)

#### e) Option d'achat liée à WAGM

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 31 décembre 2019, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

#### f) Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et option d'achat liée à Palmer Capital

Aux termes de la convention d'achat et de vente de Fiera Real Estate, l'acquéreur a le droit, mais non l'obligation, d'acquérir la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital. Cette option d'achat peut être exercée par l'acquéreur le 30 avril 2022 ou le 30 avril de chaque année qui suit. Les actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital ont le droit, mais non l'obligation, d'exercer leur droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital le 31 mars 2022 ou le 31 mars de chaque année qui suit. Pour que les options de vente et d'achat soient exercées, Fiera Real Estate ou la Société devra acquérir la participation ne donnant pas le contrôle de 20 % dans Palmer Capital.

Le prix d'exercice est le même pour l'option de vente et l'option d'achat. Le prix d'exercice correspond au prix établi selon un calcul fondé sur un multiplicateur du résultat avant intérêts, impôts et amortissements tel que défini dans la convention d'achat et de vente.

Le droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital est classé à titre de passif financier et est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net. Il était initialement évalué à la juste valeur de 13 237 \$ à la date d'acquisition et, par la suite, il est évalué à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. La juste valeur du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur s'est établie à 13 997 \$ au 31 décembre 2019.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

#### g) Droits avec valeur éventuels liés à IAM

Les actionnaires de IAM ont reçu des droits avec valeur éventuels dans le cadre de l'acquisition de IAM (note 4). La Société a comptabilisé l'actif au titre du droit avec valeur éventuel à la juste valeur à la date d'acquisition et réévalué par la suite l'instrument au coût amorti. La partie courante de cet actif a été pris en compte dans les créances clients et autres débiteurs, alors que la partie non courante a été portée dans les autres actifs non courants. À la date d'acquisition, le passif au titre du droit avec valeur éventuel a été comptabilisé à la juste valeur pour être réévalué par la suite à la juste valeur par le biais du résultat net. La partie courante de ce passif a été comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer et la partie non courante a été inscrite dans les autres passifs non courants.

Instruments financiers par catégories :

	Au 31 décembre 2019		
	Coût amorti	Juste valeur par le biais du résultat net	Total
	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 219	–	96 219
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à des restrictions	8 148	–	8 148
Placements	–	2 657	2 657
Créances clients et autres débiteurs	175 970	–	175 970
Créance à long terme <sup>1)</sup>	630	–	630
Placements à long terme	–	5 743	5 743
Instruments financiers dérivés <sup>2)</sup>	–	1 292	1 292
Autres actifs non courants <sup>5)</sup>	6 654	–	6 654
<b>Total</b>	<b>287 621</b>	<b>9 692</b>	<b>297 313</b>
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	200 316	7 131	207 447
Obligations au titre du prix d'achat	–	127 374	127 374
Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	–	13 997	13 997
Autres passifs non courants <sup>4)</sup>	–	3 703	3 703
Instruments financiers dérivés	–	7 101	7 101
Sommes dues à des parties liées	1 512	–	1 512
Dépôts-clients <sup>3)</sup>	155	–	155
Dettes à long terme	446 699	–	446 699
Dettes convertibles	185 793	–	185 793
<b>Total</b>	<b>834 475</b>	<b>159 306</b>	<b>993 781</b>

<sup>1)</sup> Présentée dans les frais différés et autres des états consolidés de la situation financière.

<sup>2)</sup> Inclut un montant de 755 \$ présenté dans les charges payées d'avance et autres actifs des états consolidés de la situation financière.

<sup>3)</sup> Présentés dans les dépôts-clients et produits différés des états consolidés de la situation financière.

<sup>4)</sup> Représentent la partie non courante du passif au titre du droit avec valeur éventuel et ne tient pas compte d'un montant de 4 325 \$ imputé aux autres passifs non courants qui ne sont pas classés dans la catégorie des instruments financiers.

<sup>5)</sup> Représentent la partie non courante de l'actif au titre du droit avec valeur éventuel.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

	Au 31 décembre 2018		
	Coût amorti	Juste valeur par le biais du résultat net	Total
	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	52 466	–	52 466
Trésorerie soumise à des restrictions	1 012	–	1 012
Placements	–	4 857	4 857
Créances clients et autres débiteurs	148 459	–	148 459
Créance à long terme <sup>1)</sup>	22	–	22
Instruments financiers dérivés <sup>2)</sup>	–	6 449	6 449
<b>Total</b>	<b>201 959</b>	<b>11 306</b>	<b>213 265</b>
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	144 059	–	144 059
Obligations au titre du prix d'achat	–	130 708	130 708
Instruments financiers dérivés	–	3 232	3 232
Sommes dues à des parties liées	2 599	–	2 599
Dépôts-clients <sup>3)</sup>	388	–	388
Dette à long terme	421 527	–	421 527
Déventures convertibles	79 008	–	79 008
<b>Total</b>	<b>647 581</b>	<b>133 940</b>	<b>781 521</b>

1) Présentée dans les frais différés et autres des états consolidés de la situation financière.

2) Inclut un montant de 1 083 \$ présenté dans les charges payées d'avance et autres actifs des états consolidés de la situation financière.

3) Présentés dans les dépôts-clients et produits différés des états consolidés de la situation financière.

#### Hiérarchie des justes valeurs

Les actifs et les passifs financiers qui sont inscrits dans les états consolidés de la situation financière à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui repose sur l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. Les niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

- Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (soit des données non observables).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière et classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Placements	–	2 653	4	2 657
Placements à long terme	–	–	5 743	5 743
Instruments financiers dérivés	–	1 292	–	1 292
Total des actifs financiers	–	3 945	5 747	9 692
<b>Passifs financiers</b>				
Créditeurs et charges à payer	–	–	7 131	7 131
Obligations au titre du prix d'achat	–	–	127 374	127 374
Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	–	–	13 997	13 997
Autres passifs non courants	–	–	3 703	3 703
Instruments financiers dérivés	–	7 101	–	7 101
Total des passifs financiers	–	7 101	152 205	159 306

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Placements	–	4 853	4	4 857
Instruments financiers dérivés	–	6 449	–	6 449
Total des actifs financiers	–	11 302	4	11 306
<b>Passifs financiers</b>				
Obligations au titre du prix d'achat	–	–	130 708	130 708
Instruments financiers dérivés	–	3 232	–	3 232
Total des passifs financiers	–	3 232	130 708	133 940

#### Niveau 3

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat, du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et des droits avec valeur éventuels est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat, le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur et les droits avec valeur éventuels sont des passifs financiers de niveau 3. La Société utilise des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques du passif étant évalué, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation, et a choisi la technique d'évaluation la plus appropriée.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 13. Instruments financiers (suite)

Obligation au titre du prix d'achat – CNR :

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont dérivées des données d'entrée non observables ci-après et établies comme suit :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2019, la Société a utilisé des taux de 8,6 % et de 2,5 % pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2019, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR au 31 décembre 2019 s'est établie à 74 054 \$ (57 108 \$ US) et à 74 118 \$ (54 331 \$ US) au 31 décembre 2018.

Les données d'entrée non observables importantes sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance de marché et les contributions nettes et le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque.

- Une hausse (baisse) de 350 points de base du taux de croissance du marché entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5 187 \$ (4 000 \$ US) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une hausse (baisse) de 300 points de base du taux des contributions nettes entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 2 204 \$ (1 700 \$ US) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une hausse (baisse) de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2 594 \$ (2 000 \$ US) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 13. Instruments financiers (suite)

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, la croissance du marché et les contributions nettes, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs qui pourrait donner lieu à une augmentation ou diminution de 7 781 \$ (6 000 \$ US) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019 (8 080 \$ (6 000 \$ US) au 31 décembre 2018).

#### Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La Société a accru la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a inscrit une charge de 1 359 \$ (1 026 \$ US) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 43 753 \$ (33 738 \$ US) au 31 décembre 2019 et à 39 955 \$ (28 553 \$ US) au 31 décembre 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé des taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 36 309 \$ (28 000 \$ US) et 40 199 \$ (31 000 \$ US) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 13. Instruments financiers (suite)

Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a inscrit une charge de 1 003 \$ (598 livres sterling (GBP)) aux fins de la réévaluation du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur. La juste valeur de ce passif s'établissait à 13 997 \$ (8 148 livres sterling (GBP)) au 31 décembre 2019.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu et le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation de 17 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et le BAIIA et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 13 228 \$ (7 700 livres sterling (GBP)) et 16 148 \$ (9 400 livres sterling (GBP)) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

Rapprochement des évaluations de la juste valeur du niveau 3 :

	Placements	Placements à long terme	Créditeurs et charges à payer	Obligations au titre du prix d'achat	Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	Autres passifs non courants	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Juste valeur au 31 décembre 2018	4	–	–	(130 708)	–	–	(130 704)
Ajouts provenant des regroupements d'entreprises	–	9 653	(6 880)	(1 343)	(13 237)	(3 703)	(15 510)
Ajouts provenant d'acquisition d'actifs	–	–	–	(5 576)	–	–	(5 576)
Placements additionnels	–	2 345	–	–	–	–	2 345
Disposition de placements	–	(6 556)	–	–	–	–	(6 556)
Réévaluation du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	–	–	–	–	(1 003)	–	(1 003)
Règlement des obligations au titre du prix d'achat	–	–	–	34 386	–	–	34 386
Total des (pertes) réalisées et non réalisées	–	568	–	–	–	–	568
Autres	–	(61)	–	–	–	–	(61)
Total des (pertes) réalisées et non réalisées incluses dans la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et du droit avec valeur éventuel	–	–	(251)	(28 589)	–	–	(28 840)
Réévaluation d'une obligation au titre du prix d'achat incluse dans la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	–	–	–	(1 391)	–	–	(1 391)
Total des écarts de conversion des établissements à l'étranger réalisés et non réalisés comptabilisés dans le résultat net et inclus dans les autres éléments du résultat global	–	(206)	–	5 847	243	–	5 884
<b>Juste valeur au 31 décembre 2019</b>	<b>4</b>	<b>5 743</b>	<b>(7 131)</b>	<b>(127 374)</b>	<b>(13 997)</b>	<b>(3 703)</b>	<b>(146 458)</b>



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 13. Instruments financiers (suite)

Rapprochement des évaluations de la juste valeur du niveau 3 :

	Placements	Obligations au titre du prix d'achat	Total
	\$	\$	\$
Juste valeur au 31 décembre 2017	11	(89 136)	(89 125)
Obligations au titre du prix d'achat additionnelles	–	(38 503)	(38 503)
Règlement des obligations au titre du prix d'achat	–	29 191	29 191
Total des (pertes) réalisées et non réalisées	(7)	–	(7)
Réévaluation d'une obligation au titre du prix d'achat incluse dans la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	–	(852)	(852)
Total des (pertes) réalisées et non réalisées incluses dans la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	–	(23 645)	(23 645)
Total des (pertes) réalisées et non réalisées incluses dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	–	(1 845)	(1 845)
Total des (pertes) réalisées et non réalisées incluses dans les autres éléments du résultat global	–	(5 918)	(5 918)
<b>Juste valeur au 31 décembre 2018</b>	<b>4</b>	<b>(130 708)</b>	<b>(130 704)</b>

Aucun transfert d'un niveau à un autre n'a été effectué au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

### 14. Crédoeurs et charges à payer

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	52 182	36 298
Salaires et vacances à payer	8 297	8 522
Primes et commissions à payer	115 601	86 666
Passifs liés à des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie	24 228	7 525
Impôt sur le résultat exigible (recouvrement)	4 503	3 403
Taxes de vente à payer	2 636	1 645
	<b>207 447</b>	<b>144 059</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 15. Impôt sur le résultat

Le tableau suivant présente la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices clos les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Impôt exigible	15 650	14 060
Impôt différé (recouvrement)	(5 958)	(14 489)
	9 692	(429)

Pour les exercices clos les 31 décembre, la charge d'impôt de la Société diffère comme suit des montants qui auraient été obtenus au moyen des taux d'impôt fédéral canadien et provinciaux combinés prévus par la loi :

	2019	2018
	\$	\$
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(1 014)	(5 184)
Taux d'impôt fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi	26,6 %	26,7 %
Charge (recouvrement) d'impôt calculée selon le taux d'impôt combiné prévu par la loi	(271)	(1 382)
Incidence des écarts entre les taux d'impôt au Canada et à l'étranger	(2 465)	(2 305)
Éléments non déductibles et non imposables <sup>1)</sup>	11 539	4 719
Gain en capital imposable sur disposition d'actifs	1 411	–
Ajustements fiscaux d'exercices antérieurs	(522)	(1 461)
	9 692	(429)

<sup>1)</sup> Ce poste comprend ce qui suit : frais d'acquisition de 2 246 \$ (1 811 \$ en 2018), charges financières de 3 741 \$ (néant en 2018) et désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat de 2 010 \$ (1 176 \$ en 2018).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 15. Impôt sur le résultat (suite)

Les tableaux suivants présentent la variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours des exercices, sans tenir compte de la compensation des soldes au sein d'une même juridiction fiscale.

	Actifs et obligations selon l'IFRS 16	Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	Provisions de restructuration	Reports de pertes en avant	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2017	–	–	854	14 862	(25 192)	(1 158)	6 285	(4 349)
Imputé au résultat net	–	–	(304)	1 357	9 242	351	3 843	14 489
Débitures convertibles (note 17)	–	–	–	–	–	–	(53)	(53)
Regroupements d'entreprises	–	–	–	–	(3 923)	25	–	(3 898)
Imputé aux autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	–	(259)	(259)
Reclassement dans l'impôt sur le résultat différé des actifs détenus en vue de la vente	–	–	–	–	704	–	–	704
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	–	–	–	(65)	–	–	–	(65)
Écarts de conversion	–	–	–	1 124	(767)	(121)	799	1 035
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>550</b>	<b>17 278</b>	<b>(19 936)</b>	<b>(903)</b>	<b>10 615</b>	<b>7 604</b>
Imputé au résultat net	<b>5 540</b>	<b>164</b>	<b>142</b>	<b>(1 281)</b>	<b>7 305</b>	<b>(3 722)</b>	<b>(2 190)</b>	<b>5 958</b>
Regroupements d'entreprises (note 4)	–	(1 227)	–	6 988	(7 880)	–	(3 859)	(5 978)
Imputé aux autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	–	811	811
Disposition d'actifs détenus en vue de la vente	–	–	–	–	(704)	–	–	(704)
Imputé au surplus d'apport	–	–	–	–	–	–	2 048	2 048
Écarts de conversion	(180)	311	–	(43)	904	(176)	(1 037)	(221)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>5 360</b>	<b>(752)</b>	<b>692</b>	<b>22 942</b>	<b>(20 311)</b>	<b>(4 801)</b>	<b>6 388</b>	<b>9 518</b>

Présentation dans les états financiers aux 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Actifs d'impôt sur le résultat différé non courants	23 559	20 093
Passifs d'impôt sur le résultat différé non courants	(14 041)	(12 489)
<b>Total</b>	<b>9 518</b>	<b>7 604</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 16. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	449 490	422 805
Autres facilités	–	919
Charges de financement différées	(2 791)	(2 197)
	446 699	421 527
Moins la partie courante	–	(388)
Partie non courante	446 699	421 139

#### Facilité de crédit

Le 14 novembre 2019, la Société a conclu la sixième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 000 \$ (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit et sous réserve du remboursement des débentures convertibles de la Société le 23 juin 2023 (note 17), aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2023, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 000 \$, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. Sous réserve de certaines modalités, l'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 2/3 %.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Au 31 décembre 2019, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 29 784 \$ et de 323 660 \$ US (419 706 \$) (123 500 \$ et 219 400 \$ US (299 305 \$) au 31 décembre 2018).

La sixième entente de crédit modifiée et mise à jour a remplacé la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour conclue par la Société le 28 mai 2018 qui pouvait être remboursée intégralement le 30 juin 2022.

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 435 \$ liés à la facilité et de 480 \$ liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 des frais de 405 \$ liés à une modification apportée à l'administration du consortium bancaire ont également été incorporés à la facilité.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 16. Dette à long terme (suite)

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 000 \$ US et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 000 \$ pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Les frais de transaction de 1 466 \$ liés à la facilité et de 1 034 \$ liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière consolidés.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

#### Autres facilités

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société avait un emprunt bancaire en cours de 231 \$ à l'égard duquel des versements trimestriels de 131 \$ étaient requis. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt). L'échéance initiale de cet emprunt était le 30 juin 2019; toutefois, la filiale a remboursé la totalité du solde restant en janvier 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, cette filiale détenait également une facilité de crédit-bail avec un solde de 688 \$ et pour laquelle des mensualités de 15 \$ étaient exigées. En janvier 2019, cette filiale a remboursé le solde de cette facilité de crédit-bail. Au 31 décembre 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt s'établissaient à 157 \$ et à 531 \$, respectivement.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 750 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % jusqu'à 1,00 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang sur le BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit et celle-ci a été annulée en janvier 2019.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 920 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2019, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2018).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 16. Dette à long terme (suite)

Rapprochement de la dette à long terme découlant des activités de financement pour les exercices clos les 31 décembre :

	2019	2018
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	421 527	293 771
Flux de trésorerie		
(Remboursement) produit tiré des emprunts	49 005	109 261
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1 320)	(1 495)
Variation des éléments hors trésorerie		
Amortissement des charges de financement différées	726	650
Écarts de conversion	(23 239)	19 340
Solde à la clôture de l'exercice	446 699	421 527

### 17. Dette convertible

Le solde de la dette convertible au 31 décembre s'établit comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Débetures convertibles à 5,00 % échéant le 23 juin 2023	80 425	79 008
Débetures hybrides à 5,60 % échéant le 31 juillet 2024	105 368	–
Partie non courante	185 793	79 008

#### a) Débetures convertibles à 5,00 % échéant le 23 juin 2023

	2019	2018
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 031)	(4 031)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 568)
Charge de désactualisation sur la composante passifs	2 774	1 357
Solde à la clôture de l'exercice	80 425	79 008

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 17. Dette convertible (suite)

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débentures convertibles non garanties à 5 % venant à échéance le 23 juin 2023, pour un produit brut de 86 250 \$. Les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débentures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »). Les débentures convertibles ne sont pas remboursables par la Société avant le 30 juin 2021. La Société peut rembourser les débentures convertibles à un prix de 1 \$ par débenture convertible, majoré des intérêts courus et impayés à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022 (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut rembourser les débentures, moyennant un préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, au prix de 1 \$ par débenture convertible, majoré des intérêts courus et impayés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, un montant de 4 313 \$ (4 431 \$ en 2018) a été versé au titre des intérêts en trésorerie courus.

#### b) *Débentures hybrides à 5,60 % échéant le 31 juillet 2024*

	Au 31 décembre 2019
	\$
Valeur nominale	110 000
Moins :	
Frais d'émission	(5 007)
Cumul de la charge de désactualisation	375
<b>Solde à la clôture de l'exercice</b>	<b>105 368</b>

Le 4 juillet 2019, la Société a émis 100 000 \$ de débentures hybrides subordonnées convertibles non garanties de premier rang échéant le 31 juillet 2024, et le 9 juillet 2019, la Société a émis 10 000 \$ de débentures hybrides subordonnées convertibles non garanties de premier rang relatives à l'option de surallocation échéant le 31 juillet 2024 (ensemble, les « débentures hybrides »). Les débentures hybrides portent intérêt à un taux de 5,60 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 31 janvier et 31 juillet de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 janvier 2020. Les débentures hybrides ne seront pas remboursables avant le 31 juillet 2022, sauf si certaines conditions ont été réunies suivant un changement de contrôle de la Société. À compter du 31 juillet 2022 et avant le 31 juillet 2023, les débentures hybrides seront remboursables en totalité ou en partie, de temps à autre au gré de la Société, moyennant un préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix équivalant à 102,80 % du capital des débentures remboursées, majoré de l'intérêt cumulé et non versé sur celles-ci. À compter du 31 juillet 2023 et avant la date d'échéance du 31 juillet 2024, les débentures hybrides seront remboursables en totalité ou en partie, et de temps à autre, au gré de la Société, moyennant un préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de 1 \$ la débenture hybride, majoré de l'intérêt cumulé et non versé sur celles-ci. La Société aura le choix de rembourser le capital des débentures hybrides exigible au rachat ou à l'échéance le 31 juillet 2024 au moyen d'un paiement en trésorerie ou en émettant des actions de catégorie A conformément aux modalités de l'acte de fiducie. Les débentures hybrides ne seront pas, à tout moment, convertibles en actions de catégorie A au gré des porteurs. Les débentures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, déduction faite des frais d'émission, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 17. Dette convertible (suite)

Au 31 décembre 2019, un montant de 3 080 \$ est comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer, ce qui représentent des intérêts en trésorerie courus depuis la date d'émission jusqu'au 31 décembre 2019.

La Société a engagé des coûts de 5 007 \$ au titre de la rémunération des preneurs fermes et des frais d'émission, lesquels sont déduits des débentures hybrides.

Le produit des débentures hybrides a été affecté au financement de la tranche au comptant de l'acquisition de Natixis Canada, de Foresters et de IAM, à la réduction de la dette aux termes de sa facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise.

### 18. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global

#### Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A et un nombre illimité d'actions de catégorie B. Les actions de catégorie B ne peuvent être émises qu'à l'intention de Fiera Capital S.E.C.

À l'exception de ce qui est décrit ci-dessous, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont assorties des mêmes droits, sont égales à tous les égards et sont traitées comme si elles faisaient partie d'une seule et même catégorie. Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang en ce qui a trait au paiement de dividendes, au remboursement de capital et aux distributions d'actifs en cas de liquidation ou de dissolution de la Société.

Les détenteurs d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation ont le droit de recevoir des dividendes au moyen des actifs légalement disponibles à ce moment, selon des montants et sous la forme que le conseil d'administration déterminera à l'occasion, sans distinguer les actions de catégorie A des actions de catégorie B ou privilégier une catégorie sur l'autre.

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B donnent chacune un droit de vote dans toutes les questions autres que l'élection des administrateurs. En ce qui a trait à cette élection, les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, en votant séparément en tant que catégorie, le tiers des membres du conseil d'administration, tandis que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire, en votant en tant que catégorie, les deux tiers des membres du conseil d'administration de la Société.

Les actions de catégorie A ne sont pas convertibles en actions d'autres catégories. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A à raison de une pour une, au gré des détenteurs, tant que Fiera Capital S.E.C. est sous le contrôle des actionnaires actuels de Fiera Capital S.E.C. ou qu'elle détient au moins 20 % du nombre total des actions de catégorie A et des actions de catégorie B émises et en circulation.

Les actions n'ont pas de valeur nominale.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 18. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

#### Actions privilégiées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées peuvent être émises en séries et conféreront à leurs porteurs priorité de rang, tant sur le plan des dividendes que du rendement du capital investi, sur les porteurs d'actions de catégorie A, les porteurs d'actions de catégorie B ainsi que les porteurs de toute autre action ayant un rang inférieur aux actions privilégiées. D'autres conditions pourraient aussi s'appliquer aux porteurs d'actions privilégiées. La Société n'a pas émis d'actions privilégiées.

Le tableau suivant présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation :

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 décembre 2017	70 249 199	660 644	19 444 490	30 942	89 693 689	691 586
Émission d'actions						
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	5 600 315	66 708	–	–	5 600 315	66 708
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	335 838	4 076	–	–	335 838	4 076
Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées	964 200	9 072	–	–	964 200	9 072
Options sur actions exercées	391 409	4 172	–	–	391 409	4 172
Annulation d'actions	(16 762)	(191)	–	–	(16 762)	(191)
Transferts des actions de catégorie B aux actions de catégorie A	32 089	51	(32 089)	(51)	–	–
Ajustements des coûts de transaction sur des actions émises précédemment	–	192	–	–	–	192
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>77 556 288</b>	<b>744 724</b>	<b>19 412 401</b>	<b>30 891</b>	<b>96 968 689</b>	<b>775 615</b>
Émission d'actions						
Actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 4)	3 044 333	35 313	–	–	3 044 333	35 313
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	458 157	5 532	–	–	458 157	5 532
Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées	2 194 706	10 710	–	–	2 194 706	10 710
Options sur actions exercées	152 377	1 241	–	–	152 377	1 241
Dividendes réinvestis	31 000	339	–	–	31 000	339
Conversion d'actions devant être émises progressivement	384 292	5 501	–	–	384 292	5 501
Rachat d'actions et annulation	(2 458 550)	(23 742)	–	–	(2 458 550)	(23 742)
<b>Au 31 décembre 2019<sup>1)</sup></b>	<b>81 362 603</b>	<b>779 618</b>	<b>19 412 401</b>	<b>30 891</b>	<b>100 775 004</b>	<b>810 509</b>

<sup>1)</sup> Inclut 3 300 045 actions de catégorie A détenues en mains tierces se rapportant à l'acquisition d'Apex (4 125 055 actions au 31 décembre 2018) et 637 293 actions de catégorie A détenues en mains tierces se rapportant à l'acquisition de Clearwater (724 197 actions au 31 décembre 2018).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 18. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

2019

#### Émission d'actions

*Actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises*

Le 3 avril 2019, dans le cadre de l'acquisition de Palmer Capital, la Société a émis 1 430 036 actions de catégorie A d'une valeur de 16 975 \$.

Le 3 juillet 2019, dans le cadre de l'acquisition de IAM, la Société a émis 1 614 297 actions de catégorie A d'une valeur de 18 338 \$.

*Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat*

Le 13 février 2019, dans le cadre de la convention d'achat des actifs de Fiera Dette Privée (anciennement, Fiera Financement Privé et Centria Commerce Inc. avant la date d'acquisition), la Société a émis 458 157 actions de catégorie A pour un montant de 5 532 \$ en guise de règlement de ses obligations au titre du prix d'achat, déduction faite des frais d'émission.

*Unités d'actions assujetties à des restrictions et unités d'actions liées au rendement réglées*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 2 194 706 actions de catégorie A ont été émises suivant l'acquisition des unités d'actions liées au rendement.

*Options sur actions exercées*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 152 377 options sur actions ont été exercées et 152 377 actions de catégorie A ont été émises pour 1 241 \$.

#### Conversion d'actions devant être émises progressivement

Le 11 juillet 2019, dans le cadre de l'acquisition de CGOV Asset Management le 31 mai 2018, la Société a réglé une obligation payable au titre du prix d'achat en actions de catégorie A devant être émises progressivement.

En raison de ce règlement, 384 292 des 923 778 actions de catégorie A qui étaient détenues en mains tierces à titre d'actions de catégorie A pouvant être émises conditionnellement ont été libérées et transférées au vendeur, et le solde de 539 486 actions de catégorie A a été annulé par la Société.

Les actions de catégorie A détenues en mains tierces à titre de dividendes réinvestis ont aussi été libérées dans le cadre de ce règlement, soit 6 090 actions de catégorie A transférées au vendeur et 8 550 actions de catégorie A ont été annulées. La Société a inscrit une hausse de 421 \$ du surplus d'apport liée à l'annulation des actions et aux dividendes payés antérieurement qui ont été retournés à la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 18. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

#### Rachat d'actions et annulation

Natixis

Le 9 mai 2019, la Société a conclu une convention d'achat d'actions en vertu de laquelle une filiale de Natixis Investment Managers S.A. (« Natixis »), une société de gestion de placement d'envergure mondiale, Natixis Investment Managers Canada Holdings Ltd. (« Natixis Canada Holdings ») a acquis de Gestion de portefeuille Natcan inc. (« Natcan »), une filiale en propriété exclusive de la Banque Nationale du Canada, et de DJM Capital, un total de 10 680 000 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A ») de la Société pour une contrepartie totale de 128 160 \$. Le conseil d'administration a approuvé la convention d'achat d'actions pour l'achat à des fins d'annulation de 2 450 000 de ses actions de catégorie A auprès de Natcan pour une contrepartie totale de 29 400 \$. La juste valeur des actions annulées était de 23 661 \$ et la prime de 5 739 \$ versée par la Société a été comptabilisée dans le surplus d'apport. La date de clôture et de règlement de cette transaction était le 9 mai 2019.

Le 3 juillet 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Natixis Canada, soit les activités canadiennes de Natixis (note 4).

#### Transferts

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action de catégorie B n'a été convertie en actions de catégorie A.

#### 2018

##### Émission d'actions

*Actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises*

Le 9 août 2018, dans le cadre de l'acquisition de Clearwater, la Société a émis 982 532 actions de catégorie A d'une valeur de 11 723 \$, moins les frais d'émission de 28 \$.

Le 31 mai 2018, dans le cadre de l'acquisition de CGOV, la Société a émis 4 617 783 actions de catégorie A d'une valeur de 55 136 \$, moins les frais d'émission de 123 \$.

*Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat*

Le 22 février 2018, dans le cadre de la convention d'achat des actifs de Fiera Dette Privée (anciennement, Fiera Financement Privé), la Société a émis 335 838 actions de catégorie A pour un montant de 4 083 \$ en guise de règlement de ses obligations au titre du prix d'achat, moins des frais d'émission de 7 \$.

*Unités d'actions liées au rendement et unités d'actions assujetties à des restrictions réglées*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 964 200 actions de catégorie A ont été émises suivant l'acquisition des unités d'actions liées au rendement et des actions assujetties à des restrictions d'une valeur de 9 072 \$.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 18. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

#### Options sur actions exercées

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 391 409 options sur actions ont été exercées et 391 409 actions de catégorie A ont été émises pour 4 172 \$.

#### Annulation d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 4 060 actions de catégorie A ont été annulées, étant donné que des actions assujetties à des restrictions ont fait l'objet d'une renonciation, et 12 702 actions de catégorie A ont été annulées en guise de règlement des ajustements du prix d'achat dans le cadre de l'acquisition de Clearwater.

#### Transferts

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 32 089 actions de catégorie B ont été converties en actions de catégorie A à raison de une pour une.

#### Dividendes

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a déclaré des dividendes totalisant 83 732 \$ (0,84 \$ par action) (73 581 \$ (0,78 \$ par action) en 2018) sur les actions de catégories A et B, dont une tranche de 197 \$ a été déclarée sur les actions devant être émises progressivement (186 \$ en 2018). Un montant de 83 393 \$ de ces dividendes a été réglé en trésorerie (73 581 \$ en 2018).

#### Régime de réinvestissement des dividendes

Le conseil d'administration a approuvé un régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») daté du 30 mai 2019. Le RRD offre aux actionnaires de la Société l'option que les dividendes en espèces sur leurs actions de catégorie A soient automatiquement réinvestis dans des actions de catégorie A additionnelles. Au gré de la Société, les actions émises pour régler le paiement de dividende aux termes du RRD peuvent l'être sous la forme d'actions nouvellement émises, d'actions acquises sur le marché libre ou d'une combinaison des deux. La Société peut également, de temps à autre, à son gré, offrir un escompte d'au plus 5,00 % sur le cours moyen des actions nouvelles émises.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 31 000 actions de catégorie A ont été émises contre des dividendes réinvestis de 339 \$. Ces nouvelles actions ont été émises moyennant un escompte de néant.

#### Cumul des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant présente les composantes du cumul des autres éléments du résultat global aux 31 décembre :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
	\$	\$
Couvertures de flux de trésorerie	(1 383)	3 927
Autres	(61)	–
Écarts de conversion non réalisés à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	17 243	33 729
	15 799	37 656

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 19. Résultat par action

Le tableau suivant présente le résultat par action et le rapprochement du nombre d'actions utilisé pour calculer le résultat de base et celui dilué par action :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires	(13 419)	(5 013)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	99 045 378	94 665 002
Effet des attributions à base d'actions dilutives	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	99 045 378	94 665 002
Résultat de base par action	(0,14)	(0,05)
Résultat dilué par action	(0,14)	(0,05)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les attributions à base d'actions à payer sous forme de 6 103 863 actions et la contrepartie éventuelle à payer en actions (aucune au 31 décembre 2019) ainsi que les débentures convertibles et hybrides d'une valeur nominale respectivement de 86 250 \$ et de 110 000 \$ avaient toutes un effet antidilutif. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le calcul des conversions hypothétiques n'inclut pas 10 274 558 attributions à base d'actions à payer en actions et la contrepartie éventuelle à payer en actions de 2 165 250 ou les débentures convertibles d'une valeur nominale de 86 250 \$, en raison de leur effet antidilutif.

### 20. Rémunération à base d'actions

#### a) Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

Ce qui suit résume l'évolution du régime d'options sur actions de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options en circulation à l'ouverture de l'exercice	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Attributions	1 100 000	12,25	305 000	12,22
Exercices	(152 377)	6,58	(391 409)	8,07
Renonciations	(398 045)	13,31	(120 252)	13,63
Options en circulation à la clôture de l'exercice	4 526 769	12,32	3 977 191	12,21
Options exerçables à la clôture de l'exercice	1 176 510	11,60	1 281 812	11,20

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées afin de déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

	2019	2018
Rendement de l'action (%)	6,90	6,20
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,59	2,25
Durée de vie attendue (années)	7,72	7,5
Volatilité attendue du cours de l'action (%)	25,26	26,30
Juste valeur moyenne pondérée (\$)	1,04	1,41
Charge de rémunération fondée sur des actions (\$)	518	1 732

La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique du cours de l'action de la Société. Le taux d'intérêt sans risque utilisé est égal au rendement, à la date d'attribution, d'obligations du gouvernement du Canada dont la durée correspond à la durée de vie attendue des options.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant dresse un sommaire des options sur actions en circulation et exerçables au 31 décembre 2019 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle restante en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
			\$		\$
De 5,41 à 8,50	516 510	1,72	8,09	396 510	8,30
De 8,51 à 14,77	4 010 259	8,26	12,86	780 000	13,28

#### b) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

En 2007, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») en vue de mieux harmoniser les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires en reliant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu d'une rémunération en trésorerie. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, le conseil a annulé ce régime. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés en vigueur. Tous les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Au 31 décembre 2019, la Société avait inscrit un passif de 106 \$ pour les 9 031 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (95 \$ pour les 8 395 unités au 31 décembre 2018).

#### c) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UAR en trésorerie essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UAR en trésorerie ou en actions. Le régime d'UAR a pour objectif d'offrir aux employés admissibles la chance d'acquérir des UAR afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société, et de mieux aligner les intérêts des participants au régime d'UAR avec les intérêts à long terme des actionnaires de la Société.

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice	258 560	608 635
Attributions	100 001	–
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	20 411	24 610
Acquisitions de droits <sup>1)</sup>	(136 234)	(374 685)
Renonciations	–	–
Unités en circulation à la clôture de l'exercice	242 738	258 560

<sup>1)</sup> Aucune unité d'actions assujetties à des restrictions n'a été réglée en trésorerie (47 252 en 2018).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 1 880 \$ et de 3 176 \$ à l'égard de ces attributions respectivement au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 136 234 actions de catégorie A (327 433 actions en 2018) ont été émises en règlement des UAR dont les droits ont été acquis et aucun montant n'a été payé en trésorerie en règlement des UAR dont les droits ont été acquis (585 \$ en 2018). Au 31 décembre 2019, la Société avait un passif s'élevant à 2 100 \$ pour les 242 738 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (1 759 \$ pour les 258 560 unités au 31 décembre 2018).

#### d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UAR essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Le régime d'UAR en trésorerie a pour objectif d'offrir aux employés admissibles la chance d'acquérir des unités d'actions assujetties à des restrictions afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société et de mieux aligner les intérêts des participants au régime d'UAR en trésorerie avec les intérêts à long terme des actionnaires de la Société. Toutes les UAR émises aux termes de ce régime seront réglées en trésorerie. Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice	528 308	504 380
Attributions	127 389	154 693
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	38 560	37 936
Acquisition de droits	(325 643)	(167 974)
Renonciations	—	(727)
Unités en circulation à la clôture de l'exercice	368 614	528 308

Les UAR à règlement en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge de 2 658 \$ et de 2 254 \$ à l'égard de ces attributions respectivement au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les droits sur 325 643 unités ont été acquis (droits sur 167 974 unités en 2018) et un montant de 1 945 \$ a été payé en trésorerie en règlement de 172 057 unités (396 \$ en trésorerie pour 32 607 unités en 2018) et les 153 586 unités restantes ont été réglées en trésorerie en janvier 2020. De plus, un montant de 1 528 \$ a été payé au cours de l'exercice en règlement de ces unités qui ont été acquises en 2018. Au 31 décembre 2019, la Société avait inscrit un passif d'un montant de 3 486 \$ pour les 368 614 unités en circulation (4 305 \$ pour 528 308 unités au 31 décembre 2018).

#### e) Régime d'actions assujetties à des restrictions

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Le 21 mars 2019, le conseil d'administration a approuvé la fin du régime d'actions assujetties à des restrictions. Aucune charge n'a été comptabilisée au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (une charge de 284 \$ en 2018).



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

#### f) Régimes d'UALR et d'UADPV applicables aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

#### Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

La Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR applicables aux unités d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	<b>6 343</b>	6 229
Attributions réglées en trésorerie	<b>8 540</b>	7 297
Charge totale	<b>14 883</b>	13 526

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6 320 \$. Un total de 1 820 929 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation acquises en 2018 et 7 818 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation acquises en 2019. Les unités dont les droits sont acquis mais qui n'ont pas été réglées en date du 31 décembre 2019 le seront au cours de l'exercice 2020.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6 575 \$. Un total de 616 948 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation. Les unités dont les droits sont acquis ont été réglées en 2019 au moyen de l'émission d'actions de catégorie A.

#### Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 1 963 \$ et de 1 276 \$ respectivement au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

#### g) Régime d'UALR

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UALR en trésorerie ou en actions. Des UALR sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'UALR attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de marché à la date d'attribution. Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société.

La Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 :

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	1 419	1 292
Attributions réglées en trésorerie	1 149	1 126
Charge totale	2 568	2 418

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux employés admissibles aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 548 \$ et à 4 828 \$, respectivement. Un total de 217 882 actions de catégorie A ont été émises et un montant de 2 580 \$ a été payé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2018 et 2019 (19 819 actions de catégorie A émises en 2018 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2017). Les unités dont les droits sont acquis mais qui n'ont pas été réglées en date du 31 décembre 2019 le seront au cours de l'exercice 2020.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 20. Rémunération à base d'actions (suite)

h) Régimes d'options sur actions dans les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 2 443 \$ (2 568 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018). La filiale a payé un montant de 1 119 \$ et de 651 \$ respectivement au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, en guise de règlement des options sur actions. Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 5 280 \$, montant présenté dans les états de la situation financière au 31 décembre 2019 (3 956 \$ au 31 décembre 2018).

### 21. Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société cotise aux régimes à cotisations définies destinés à ses employés. Les cotisations pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se sont élevées à 4 566 \$ (3 696 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018).

Postérieurement au regroupement d'entreprises en septembre 2010, la Société a assumé le rôle de promoteur de six régimes de retraite individuels (les « RRI ») qu'elle avait établis pour certains anciens employés. En vertu des lois sur les régimes de retraite, tant que les RRI sont en vigueur, la Société n'est légalement pas tenue de verser des cotisations destinées à couvrir tout déficit de solvabilité. Ces RRI ont un cycle d'évaluation triennal. L'évaluation actuarielle la plus récente des quatre régimes a été effectuée au 1<sup>er</sup> janvier 2019. La prochaine date d'évaluation actuarielle est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2021 en ce qui concerne un régime, au 30 juin 2021 en ce qui concerne un régime et au 1<sup>er</sup> janvier 2022 en ce qui concerne quatre régimes. Chaque RRI est liquidé individuellement au décès du participant respectif ou de son conjoint survivant, le cas échéant.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 22. Charges selon leur nature

Le tableau suivant présente les frais de vente et charges générales et administratives :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel	377 364	327 613
Frais de déplacement et de marketing	15 943	12 756
Frais de référence	17 426	17 746
Loyers	1 681	13 069
Services techniques	36 150	26 134
Honoraires professionnels	20 151	14 291
Assurances, permis et taxes	3 813	3 289
Autres	11 869	11 026
	484 397	425 924

Le tableau suivant présente les salaires et les avantages du personnel :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Salaires et traitements	321 396	276 192
Charges de retraite	4 566	3 696
Retenues à la source	23 352	19 051
Rémunération fondée sur des actions	10 242	10 813
Rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie	14 022	14 155
Autres	3 786	3 706
	377 364	327 613

Le personnel de gestion clé sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société et comprend les administrateurs et les principaux dirigeants de la Société. La rémunération versée au personnel de gestion clé s'est établie comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	31 906	24 004
Paiements fondés sur des actions	5 535	5 408

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 23. Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	20 507	18 092
Intérêts sur les débetures convertibles	9 185	5 634
Intérêts sur les instruments financiers dérivés	(422)	(2 843)
Amortissement des charges de financement différées	726	650
Autres intérêts	1 316	1 071
Écarts de conversion	(12 437)	5 844
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	12 966	(3 093)
	31 841	25 355

### 24. Informations supplémentaires concernant les tableaux consolidés des flux de trésorerie

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation</b>		
Débiteurs	(3 888)	(7 100)
Charges payées d'avance et autres actifs	(2 270)	(1 528)
Créditeurs et charges à payer	22 204	4 532
Sommes dues à des parties liées	(1 087)	1 358
Dépôts-clients et produits différés	1 034	(185)
	15 993	(2 923)

Les éléments suivants sont des éléments hors trésorerie :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a émis des actions de catégorie A d'un montant de 35 313 \$ (72 209 \$ en 2018) dans le cadre de regroupements d'entreprises, de 5 532 \$ (4 083 \$ en 2018) pour le règlement des obligations au titre du prix d'achat et de 10 710 \$ (9 072 \$ en 2018) pour le règlement des droits aux UALR et aux UAR. Le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur de 13 237 \$, comptabilisé au moment de l'acquisition de Palmer Capital ainsi qu'un montant de 19 468 \$ pour l'acquisition d'un actif au titre du droit avec valeur éventuel et de 10 453 \$ pour le passif au titre du droit avec valeur éventuel, ont été comptabilisés à titre d'éléments hors trésorerie.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a également annulé des actions qui avaient été émises auparavant dans le cadre de regroupements d'entreprises d'un montant de 191 \$ et comptabilisé des ajustements aux frais d'émission d'actions courus de 241 \$ et des frais d'émission courus liés aux débetures convertibles de 238 \$ dans les créditeurs et charges à payer.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 24. Informations supplémentaires concernant les tableaux consolidés des flux de trésorerie (suite)

Les ajouts d'immobilisations incorporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer d'un montant de 1 132 \$ (179 \$ en 2018) ainsi que les ajouts d'immobilisations incorporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer de 205 \$ (129 \$ en 2018) sont des éléments hors trésorerie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement relativement aux créditeurs et charges à payer ne tiennent pas compte de l'écart entre l'impôt sur le résultat payé de 17 756 \$ (7 916 \$ en 2018) et la charge d'impôt sur le résultat de 9 692 \$ (14 060 \$ en 2018), pour une incidence nette de (8 064 \$) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (6 144 \$ en 2018).

### 25. Engagements et passifs éventuels

#### Engagements

La Société a conclu des contrats relatifs à l'utilisation de licences, aux services liés aux logiciels et autres qui viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2024.

Le total des paiements exigibles pour les cinq prochains exercices et pour les engagements, par la suite, sont les suivants :

	\$
2020	11 207
2021	8 399
2022	4 970
2023	409
2024	273
Par la suite	—
	<b>25 258</b>

#### Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales pouvaient faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

*(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)*

---

### 26. Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme, des débentures convertibles et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société et une de ses filiales sont assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement, établi sur une base non consolidée, tel qu'il est requis par le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, et elles se sont conformées à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales se sont également conformées à leurs clauses restrictives des différentes facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt, ou racheter des débentures convertibles (selon le cas, aux termes des prospectus simplifiés définitifs visant cette dette convertible).

### 27. Transactions entre parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Au 31 décembre 2019, un actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,2 % des actions émises et en circulation de la Société (7,4 % au 31 décembre 2018). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs dans le consortium des prêteurs de la facilité de crédit de la Société et depuis juin 2019, il agit à titre d'agent administratif de l'entente de crédit.

À la suite de la transaction de Natixis en mai 2019, un actionnaire n'est plus considéré comme une partie liée du fait que la propriété réelle de cette partie liée a diminué. Les transactions conclues avec cet actionnaire avant le mois de mai 2019 sont prises en compte dans le tableau ci-dessous.

De plus, à la suite de la transaction de Natixis en mai 2019 (note 4), un actionnaire lié détient 10,60 % des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et il a le droit de nommer un administrateur au conseil d'administration de la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 27. Transactions entre parties liées (suite)

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

	2019	2018
	\$	\$
Honoraires de gestion	22 150	44 154
Honoraires de performance	–	3 779
Autres revenus	5 323	367
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	544	1 701
Autres	196	613
Intérêts sur la dette à long terme	17 331	15 946
(Profit net) perte nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 276	(3 093)
Contrepartie en trésorerie en guise de règlement de l'obligation au titre du prix d'achat	–	8 500

La Société a effectué les transactions suivantes avec les coentreprises et les entreprises associées :

	2019	2018
	\$	\$
Autres revenus	414	–

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, sauf les données sur les actions et les données par action)

### 28. Informations sectorielles

La Société a établi qu'il n'y a qu'un secteur opérationnel à présenter, soit celui des services de gestion d'actifs. Les informations relatives aux zones géographiques sont présentées dans le tableau qui suit :

	Produits	Actifs non courants
	Pour l'exercice clos le	Au
	31 décembre 2019	31 décembre 2019
	\$	\$
Canada	327 380	744 024
États-Unis d'Amérique	216 952	463 329
Europe et autres	112 838	167 999
	657 170	1 375 352

	Produits	Actifs non courants
	Pour l'exercice clos le	Au
	31 décembre 2018	31 décembre 2018
	\$	\$
Canada	268 547	599 334
États-Unis d'Amérique	198 261	472 472
Europe et autres	73 477	105 872
	540 285	1 177 678

Les produits sont ventilés entre les pays en fonction de l'emplacement du client. Au 31 décembre 2019, les actifs non courants des zones géographiques présentées ci-dessus ne tiennent pas compte de l'impôt sur le résultat différé de 23 559 \$, d'instruments financiers dérivés de 537 \$ et d'autres actifs non courants de 6 654 \$ (20 093 \$, 5 388 \$ et néant, respectivement, au 31 décembre 2018).

### 29. Événements postérieurs à la date de clôture

- I. Postérieurement au 31 décembre 2019, les marchés financiers ont été touchés négativement par le nouveau coronavirus ou COVID-19 qui a été déclaré une pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 12 mars 2020. Cette pandémie a donné lieu à une importante incertitude économique et, par conséquent, il est difficile de mesurer de manière fiable l'incidence potentielle de cette incertitude sur nos résultats financiers futurs.
- II. Le 18 mars 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action, payable le 28 avril 2020 aux actionnaires inscrits en date du 31 mars 2020.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

